



UNIVERSITE D'ABOMEY-CALAVI
(U.A.C.)



.....

ECOLE DOCTORALE PLURIDISCIPLINAIRE DE LA FACULTE
DES LETTRES, ARTS ET SCIENCES HUMAINES (FLASH)

.....

Mémoire de DEA en philosophie

.....

Option : Philosophie morale et politique

Sujet :

La gestion politique au Bénin: quelle place pour les idées de
Machiavel ?

Présenté par :

Victor S. GNAMI

Encadreur :

Gervais KISSEZOUNON
Maître Assistant (FLASH/ ENS-UAC)

Sous la direction de :

Albert J. NOUHOUAYI,
Professeur émérite (FLASH/UAC)

ANNEE ACADEMIQUE : 2008-2009

À

la mémoire de

KASSA Yantibossi Bruno.

REMERCIEMENTS :

A mon directeur, le Professeur émérite Albert J. NOUHOUAYI, pour ses remarques et ses conseils pertinents qui nous ont guidé dans la fixation des objectifs de ce travail ; à mon encadreur, D^r Gervais KISSEZOUNON pour sa disponibilité et sa rigueur méthodologique ; à YOA Yombo Mario et à tous ceux qui ont contribué d'une manière ou d'une autre à la réalisation de ce document, j'adresse mes plus sincères remerciements.

SOMMAIRE :

Dédicace

Remerciements

Sommaire

INTRODUCTION	1
Cadre conceptuel :.....	8
Première partie : Les caractéristiques de la gestion politique au Bénin.....	11
Chapitre I : Le contexte politique de 1960 à 1989.....	12
Chapitre II : Le contexte politique de 1989 à nos jours.....	23
Deuxième partie : La conservation du pouvoir au cœur des échecs de l'œuvre de constructuin nationale	32
Chapitre III : Justification théorique et manifestation duphénomène	33
Chapitre IV : L'impact de la conservation du pouvoir sur le Bénin.....	46
Troisième partie : Difficile marche vers une gestion politique efficace :.....	55
Chapitre V : Le désenchantement	56
Chapitre VI : Vers une solution machiavéliste.....	62
CNCLUSION :.....	78
BIBLIOGRAPHIE :.....	83
TABLE DES MATIERES :.....	87

INTRODUCTION

Le Bénin à l'instar des autres pays de l'Afrique, peine encore à trouver le chemin d'une réelle émergence depuis son indépendance. Pourtant, le pays a connu des gouvernements avec des chefs d'Etats aussi ambitieux les uns que les autres et déterminés à édifier une nation prospère ; c'est du moins ce qui se lit à chaque fois, à travers l'expression de leurs intentions. Il est donc nécessaire de rechercher les causes de ce piétinement, ce qui pose en premier lieu la question de la gestion politique.

En effet, le mot politique vient du grec "*polis*" : cité, et désigne de manière générale, les actions ou plans d'action qui concernent les affaires publiques et le pouvoir dans sa conquête et son exercice. Il en résulte que le développement d'une nation dépend, dans une grande mesure, de la gestion politique qui en est faite. Beaucoup a été dit et écrit sur la défaillance de l'administration politique au Bénin. Certains comme Pierre G. METINHOUE¹ l'expliquent par l'existence des rivalités ethniques et régionales dans la période coloniale, lesquelles rivalités ont engendré l'instabilité politique et constitutionnelle marquée par la difficulté qu'ont eue les différents présidents de notre pays à former, autour d'eux, de vraies équipes et à les faire travailler durablement sur la base des ambitions nationales préalablement définies. D'autres, comme Sévérin ADJOVI², Victor P. TOPANOU³, Adrien AHANHANZO GLELE⁴, ou

¹ Pierre METINHOUE, *Les gouvernements du Dahomey et du Bénin* (mai 1957-février 2005), l'imprimerie du Centre national de production des manuels scolaires, Cotonou, 2005.

² Sévérin ADJOVI, *Election d'un chef d'Etat en Afrique*, L'Harmattan, Paris, 2003.

³Victor P. TOPANOU, « *La peur du bo' : pratiques occultes et construction de l'Etat de droit* », in *L'ancien et le nouveau : construction du savoir dans l'Afrique d'aujourd'hui*, sous la

encore Frédéric Joël AIVO⁵, n'ont pas manqué de mettre en cause les difficultés liées à la tradition ou à la pauvreté.

Ces observations, tout en étant pertinentes, restent cependant insuffisantes pour justifier l'état actuel que connaît le pays. Aussi, les réflexions que suscite le présent sujet, à savoir, " La gestion politique au Bénin : quelle place pour les idées de Machiavel ?" portent-elles sur ce qui nous semble être la cause première des dysfonctionnements observés dans le processus de construction d'un Etat véritablement émergent, à savoir, l'impact de ce qu'il convient d'appeler la conservation du pouvoir . Autrement dit, ces dysfonctionnements ne sont pas d'abord le résultat d'un manque de vision, mais la conséquence d'une tendance incontrôlée des gouvernants à privilégier la conservation du pouvoir au détriment de la bonne gestion des affaires publiques. Ce phénomène est à la base de toutes les velléités de réforme de l'Etat. Ce faisant, l'Etat béninois se retrouve parfois dans des situations où la pratique politique se fait presque en marge de toute forme d'éthique. Toutes choses qui compromettent dangereusement et durablement le développement.

Cependant, l'effondrement des valeurs en politique ne doit pas être une fatalité ; au contraire, il rend à l'homme sa liberté, redonne un sens à l'action humaine, action qui consiste à lutter contre la mauvaise gestion : il revient à l'homme la responsabilité de créer les normes. C'est dans ce primat de l'action que les idées de Machiavel trouvent leur place dans le

direction de Paulin HOUNTONDJI, Centre africain des hautes études, Porto-Novo, 2009, p. 267-301.

⁴ Adrien AHANHANZO GLELE, « *Les mécanismes de la fraude électorale et comment les éviter* », *Op. Cit.* p. 341-350.

⁵ Frédéric Joël AIVO, *Le président de la République en Afrique noire francophone. Genèse, mutation et avenir de la fonction*, L'Harmattan, Paris, 2007.

processus d'amélioration de la gestion politique au Bénin, surtout au chapitre XVIII du *Prince*, intitulé : « *Comment les princes doivent tenir leur parole* ».

L'essentiel de notre préoccupation porte donc sur la défaillance de la gouvernance politique au Bénin et se résume en ces questions : Comment expliquer la constance de cette défaillance malgré les circonstances historiques et la variation des situations ? Comment s'en sortir ?

Il semble bien ici que le ferment de la conservation du pouvoir est l'insécurité inhérente à l'espace politique, du fait de son indispensable hétérogénéité. Par ailleurs, il existe une réelle difficulté à concilier la conquête et la conservation du pouvoir avec les exigences de la bonne gouvernance au Bénin. Ce qui nous fait penser sérieusement qu'on ne peut parvenir à une meilleure gestion politique que si la peur de perdre le pouvoir devient une raison suffisante pour nos gouvernants de répondre aux aspirations du peuple. Dans ce sens, la réponse à ces questions nécessite une rupture sinon complète, du moins relative avec l'idéalisme politique traditionnel qui voudrait éliminer tout conflit entre morale et politique. En effet, la vision souvent empruntée pour fonder une communauté politique viable est celle imposée par la tradition politique héritée de Platon. En fait, cette philosophie politique a en vue un idéal, c'est-à-dire une exigence morale. Ainsi pour Platon dans *La République*, le politique doit être le philosophe, qui connaît les Idées de bien, de justice etc. Plus tard, Rousseau, dans *Du contrat social*, va confondre la morale à la politique en imaginant « *une forme d'association qui défende et protège de toute la force commune la personne et les biens de chaque*

associé, et par laquelle chacun s'unissant à tous n'obéisse pourtant qu'à lui-même et reste aussi libre qu'auparavant »⁶.

Nous n'excluons pas systématiquement l'idéalisme politique. Mais, si la politique ne doit pas être amoral, cette philosophie est trop utopique parce qu'elle entrevoit la communauté politique comme un espace homogène reposant essentiellement sur les valeurs positives de l'homme. Il en découle qu'il faut de plus en plus une approche plus réaliste qui s'éloigne de ces mirages et tient compte des fins et moyens spécifiques de l'action politique, afin de susciter une responsabilité plus accrue vis-à-vis de la gestion des affaires politiques. C'est donc à tort que, *« pour comble d'absurdité et d'hypocrisie, les quelques téméraires Machiavel, R. Pareto et autres, qui ont eu le courage de s'attaquer à une analyse positive de l'action politique, sont frappés d'indignité intellectuelle par beaucoup de spécialistes de la chose politique comme si les hommes avaient horreur de savoir comment ils agissent réellement »*.⁷

C'est d'ailleurs Machiavel qui, le premier, a osé rompre avec l'utopie. En stigmatisant les philosophes *« humanistes »*, pour lesquels la politique relève de la fiction, il écrit : *« Nombreux sont ceux qui se sont imaginé des républiques et des monarchies dont l'on n'a jamais vu ni su qu'elles aient vraiment existé. Car il y a si loin entre la manière dont on vit et la manière dont on devrait vivre, que celui qui délaisse ce que l'on*

⁶ Jean-Jacques ROUSSEAU, *Du contrat social*, Flammarion, Paris, 1992, livre I, chap. VI, p.39.

⁷ Julien Freund, *Qu'est-ce que la politique?* Sirey, Paris, 1965, p. 22. En effet, approuvant les critiques de Frédéric II de Prusse faits à l'encontre de Machiavel, Voltaire, dans la préface de *L'Anti-Machiavel*, affirme que *« Machiavel donne au monde des leçons d'assassinat et d'empoisonnement »*.

fait pour ce que l'on devrait faire apprend plutôt à se perdre qu'à se préserver. »⁸

Ces mots écrits en 1513, signent l'entrée de la philosophie politique dans la modernité. La philosophie, qui se donnait pour tâche de penser les principes de la cité bien administrée cède la place à la pensée politique qui décrypte les objectifs et les méthodes de la politique effective. Machiavel sait que la cité ne sera jamais réglée suivant les principes exclusivement rationnels et moraux.

Ainsi, il ne s'agit pas pour nous de concevoir la politique, la vie sociale au Bénin comme une fourberie de bataille sans fin. L'objectif n'est pas de dénigrer la politique, mais de souligner quelques insuffisances ontologiquement liées à la finitude humaine. La gestion politique rappelle sans complaisance que l'homme n'est pas seulement un être de raison. Il est non seulement calculateur mais aussi, à la merci de ses passions, il n'est donc pas, comme le disait Freud, «maître dans sa propre maison ». C'est pourquoi le réalisme de Machiavel refuse de fonder uniquement la politique, qui est une activité humaine, sur la morale ou sur la loi. La conception de la «fortune»⁹, cet élément caractéristique de l'histoire politique ressort avec énergie combien il est trop difficile d'atteindre l'idéal en face de l'hyper résistance que nous rencontrons dans la réalisation effective des choses. Il s'agit là d'une

⁸ Nicolas Machiavel, *Le Prince*, Paris, Bordas, 1987, chap. 15, p. 79.

⁹ Dans la philosophie politique de Machiavel, les actions des hommes dépendent de la « fortune », c'est-à-dire des circonstances auxquelles ils ne peuvent rien, mais aussi de la « vertu » : ruse, résolution, sagacité. Dans le chapitre VI du *Prince* où il s'agit des grands fondateurs, Machiavel montre bien que ce qu'ils durent à la « fortune » ce fut l'occasion qui leur fournit une matière à laquelle ils purent donner la forme qu'ils jugèrent convenable.

vérité qui doit alerter le politique du grand risque qu'il court. C'est pourquoi, les réflexions machiavéliennes sont nécessaires ici, notamment par rapport aux qualités qu'un chef d'Etat au Bénin doit avoir désormais pour pouvoir faire face efficacement à une déliquescence de plus en plus inquiétante des valeurs. La raison du recours aux idées de Machiavel dans le contexte béninois réside donc essentiellement dans leur caractère réaliste. Appuyé sur l'expérience et les exemples historiques, il s'efforce de dégager des lois universellement valables ; sous l'apparence de rompre avec la moralité de la pensée politique traditionnelle, il rompt avec l'utopie. Ses réflexions tournent autour de quelques idées et considérations fondamentales auxquelles la politique béninoise ne saurait échapper.

La quête des éléments de réponse à notre préoccupation nous a conduit à une recherche documentaire comportant deux centres d'intérêt. Premièrement, le passé politique du Dahomey d'alors et du Bénin d'aujourd'hui, après l'accession du pays à la souveraineté internationale. Ici, nous nous sommes préoccupé des causes de l'instabilité politique et institutionnelle qu'a connue le pays ainsi que celles de l'échec du marxisme-léninisme. Deuxièmement, l'actualité de la gestion politique par rapport au régime démocratique en cours. Nous nous sommes intéressé en effet aux motifs de la déception du peuple après quelques résultats positifs du renouveau démocratique. Dans la logique de cette démarche, il s'agira, dans nos analyses, de partir du particulier pour tenter l'explication du général en nous appuyant sur les exemples de l'histoire. Les problèmes méthodologiques auxquels nous avons été confronté ici sont principalement de deux ordres. Le premier, théorique, est relatif à la délimitation des frontières entre les fondements historiques, socio-culturels et idéologiques qui sous-tendent la gestion politique au Bénin

par rapport à l'objectif que nous poursuivons. Le deuxième ordre de problèmes rencontré est lié à l'éternelle et récurrente inaccessibilité des sources d'information, aux statistiques et autres documents relatifs, notamment, au pouvoir politique.

Cependant, en abordant la question de la gestion politique, notre désir ne voudrait pas laisser de côté «*ce que l'on fait pour ce que l'on devrait faire*»¹⁰; car la gestion politique n'est pas dans la fuite des responsabilités d'Etat mais dans la réponse adéquate qu'il faut y apporter impérativement. C'est pourquoi nous avons organisé notre travail en trois parties subdivisées chacune en deux chapitres.

Dans la première, intitulée "Les caractéristiques de la gestion politique au Bénin", nous montrerons comment les dysfonctionnements dans le processus de construction de l'émergence nationale ne sont pas à saisir comme le fait de dirigeants qui manquent particulièrement d'ambitions ou d'idéaux politiques. Au contraire, le pays fait à chaque fois l'expérience d'hommes éminents à sa tête, décidés à faire preuve de bravoure dans les situations concrètes auxquelles ils sont confrontés, pour sauver à tout prix leur Etat.

Par contre, la deuxième partie fait le point de l'impact de la conservation du pouvoir sur l'œuvre de construction nationale, et nous enseigne que pour se conserver, les différents gouvernements n'ont pas toujours su orienter toute leur entreprise vers la fin qu'ils poursuivaient, à savoir sauver l'Etat.

Enfin dans la troisième partie, intitulée : "Difficile marche vers une gestion politique efficace", nous présentons le désenchantement comme une exigence nécessaire à une gestion politique efficace. Le

¹⁰ Machiavel, *Op. Cit.* Chap. 15 ; 79.

désenchantement, non seulement de la part des prétendants au fauteuil présidentiel, mais aussi de la part des populations elles-mêmes. Dès lors, c'est le désenchantement qui peut permettre de modérer les appétits individuels pour la réalisation du bien et de l'intérêt communs.

Cadre conceptuel :

Notre travail prend en compte un certain nombre de notions et d'expressions sur lesquelles il est important d'insister et d'attirer l'attention du lecteur afin de favoriser une meilleure compréhension du document.

D'abord, l'expression : conservation du pouvoir. Elle désigne l'envie excessive que les dirigeants politiques ont du pouvoir et qui les rend finalement incapables de mettre l'intérêt général au centre de la gestion politique. La conservation du pouvoir est l'expression centrale de notre travail. Elle est utilisée pour signifier que la conservation du pouvoir est le but légitime de toute action politique ; mais qu'elle constitue depuis notre accession à l'indépendance en 1960, ce à quoi nos chefs d'Etat se sont très souvent attachés à tort ou à raison, au détriment de la bonne gouvernance politique et donc du développement du pays.

Ensuite, il y a une série de termes liés à la pensée de Machiavel que nous considérons ici comme l'un des penseurs politiques dont le réalisme, à travers un esprit minutieusement analytique, peut permettre de comprendre toutes les stagnations de notre pays dans sa marche vers une gouvernance politique de développement en vue de proposer des solutions.

Ainsi, nous parlons de la pensée machiavélique qui n'est pas réductible au machiavélisme ou à une simple vision machiavélique du pouvoir. On appelle machiavélique en effet, tout responsable politique ou encore toute pensée capable d'employer n'importe quel moyen pour parvenir à ses fins : l'ambition démesurée, la cruauté, la violence, la ruse, l'absence totale de scrupule, par lesquelles on définit généralement le machiavélisme ou le héros machiavélique. Par contre, ce qui est machiavélien désigne cet autre aspect de la pensée de Machiavel et qui a

trait aux exemples de douceur, de vertu, de fermeté, dans la gestion du pouvoir. La pensée machiavélienne n'a donc pas pour but de souligner la suprématie du pouvoir par rapport à la liberté des individus ; mais de rechercher une certaine cohérence dans la gestion politique. On posera pour principe qu'un chef d'Etat inspiré par la pensée machiavélienne sera capable de faire face au besoin légitime de conservation du pouvoir sans compromettre la mise en œuvre des réformes ni tomber dans la dictature ou le laxisme.

C'est pourquoi, les notions de « vertu » et de « fortune » ainsi que l'expression « l'homme et la bête », sont empruntées à Machiavel et utilisées dans ce document pour faire ressortir toute la difficulté, mais non l'impossibilité, à conserver le pouvoir en restant cohérent avec ses ambitions de départ. Pour Machiavel, la « fortune » et la « vertu » sont à l'origine de l'action politique. L'une désigne toute nécessité extérieure que le dirigeant politique n'a pas prévue, mais à laquelle il doit réagir généralement dans l'urgence. La « vertu » s'exerce à travers la « fortune » et renvoie à la disposition du dirigeant politique à réagir ou non à l'imprévu caractérisé par la « fortune ». C'est la raison pour laquelle le détenteur du pouvoir politique doit faire usage de l'« homme et de la bête ». En effet, les gouvernés sont des hommes qui sont aptes à respecter un ordre légal et moral ; mais ils sont aussi des êtres passionnés qui n'obéissent parfois qu'à la force. Par conséquent, le dirigeant politique qui veut gérer des réformes doit pouvoir être à la fois « homme et bête » c'est-à-dire, donner la preuve de sa capacité à respecter la loi ; mais aussi savoir utiliser la force tant que c'est pour une bonne cause. Plus précisément dans notre contexte, l'usage de l'« homme et de la bête » correspond à ce que nous appelons : la solution machiavélienne et qui est proprement synonyme de la vigilance, de la fermeté et de la détermination

dont un chef d'Etat doit faire preuve pour mener à bien ses réformes dans le cadre strict de l'intérêt général.

Enfin, le mot « prince » est utilisé dans des sens différents, mais toujours éclairés par les passages concernés dans le document.

Première partie :
LES CARACTERISTIQUES DE LA GESTION
POLITIQUE AU BENIN

Chapitre I :
LE CONTEXTE POLITIQUE DE 1960 A 1989

A- L'effort patriotique post-colonial : 1960-1972

Rien ne peut mieux définir la gestion politique au Bénin que les raisons qui ont à chaque fois motivé les changements au sommet de l'Etat. C'est à travers ces raisons en effet, que sera confirmé le présupposé fondamental qui sous-tend d'ailleurs toute cette première partie, à savoir que la préoccupation de chaque premier responsable de notre pays a toujours été la survie de l'Etat ; ce qui donne à l'Etat sa prééminence. Cette priorité que l'Etat survive, peut se remarquer déjà dès la première décennie après l'indépendance, malgré le tableau confus qu'on puisse en présenter.

En réalité, l'Etat béninois, à l'instar des autres Etats africains, est issu de la colonisation et celle-ci a longtemps exclu les Africains de la vie politique. C'est cette lutte pour recouvrer les droits politiques et l'autonomie qui a conduit à l'indépendance et à la constitution de plusieurs Etats autonomes.

L'acquisition de cette identité est problématique et s'est traduite, depuis les indépendances, par plus d'une cinquantaine¹¹ de coups d'Etat militaires en Afrique. Cette intervention directe des appareils militaires dans la vie politique met en évidence non seulement la difficulté d'une réforme de régime viable, mais encore l'ensemble des désordres qui bouleversent la société et affectent l'Etat. Ce sont justement les motifs de ces coups d'Etat qui nous intéressent ici dans la perspective de notre enquête. En intervenant directement dans la vie politique au Bénin, les responsables de l'armée mettent en avant l'instabilité politique et les divisions des autorités civiles auxquelles ils imputent l'apparition, le

¹¹ Bernard N ; Rémy B, *L'Afrique : mythes et réalités*, Le cherche midi éditeur, Paris, 1995, p. 87.

maintien, ou l'aggravation des crises économiques et sociopolitiques. L'armée se présente ainsi comme un corps homogène, situé en dehors et au-dessus des querelles politiciennes et naturellement destiné à jouer un rôle salvateur. C'est la première explication qu'il faut donner aux multiples coups d'Etat qui ont valu au Bénin le nom de l'«enfant malade de l'Afrique». Il est évident qu'il n'est pas question de faire ici l'historique des coups d'Etat au Bénin ; cela serait fastidieux et sans grand intérêt. Mais la nécessité de rendre concrètes nos intentions nous impose d'en revisiter quelques péripéties.

En effet, le tout premier coup d'Etat réussi de l'histoire politique de la jeune république indépendante, celui qui aura ouvert le chemin d'un véritable désordre institutionnel, est intervenu le 28 octobre 1963. Il est l'œuvre du Colonel Christophe SOGLO qui en profite pour accéder à la fonction suprême après avoir écarté à la fois les trois ténors de la vie politique nationale ; Hubert MAGA était le président du jeune Etat. Le 22 décembre 1965, le même Christophe SOGLO reprendra par la menace des armes le pouvoir qu'il avait rendu quelques mois plus tard et qui s'était transmis d'une manière ou d'une autre jusqu'à Tahirou CONGAKOU, président intérimaire. Mais c'est dans l'exposé des motifs que l'on peut comprendre la noblesse du comportement de SOGLO et du rôle salvateur et patriotique qui a sous-tendu l'action des militaires en général, jusqu'en 1972.

En fait, de 1960 à 1972, la situation du Dahomey¹², pour les observateurs avertis était assez sombre. La trêve imposée¹³ aux luttes

¹² Ancienne appellation de l'actuel Bénin. Nous l'utiliserons à chaque fois que cela sera nécessaire pour nuancer les faits.

¹³ Au lendemain de l'indépendance le 1^{er} Août 1960, une volonté d'unification de toutes les forces politiques à base régionale (RDD de Maga, PRD d'APITHY, PFA de ZINSOU, MNL de TEVOEDJRE et PLIYA) va se faire sentir, voire nécessaire, afin de créer une unité nationale

partisanes par le souci de montrer au monde un Dahomey uni au moment de son accession à l'indépendance, n'était qu'artificielle ; car le pays n'avait pas encore trouvé son équilibre interne. Malgré une remarquable similitude des programmes et des doctrines, les trois partis traditionnels, le PRD de Sourou MIGAN APITHY, le RDD de Hubert MAGA et le MDD de Justin T. AHOMADEGBE qui animaient la vie politique s'entredéchiraient, séparés par des oppositions de personnes, et puisant leur stérile vitalité dans l'entretien de vieilles rancunes fondées sur des mésententes ethniques et régionales. C'est ainsi que les gouvernements civils successifs qui avaient clairement affirmé leur volonté de sortir le pays du sous-développement n'y ont pas réussi et les espoirs étaient toujours déçus.

Au plan économique, la situation était catastrophique provoquant de fait, sur le plan social, une insatisfaction des travailleurs et des couches populaires. Le malaise est alors général et très profond. Ainsi, en octobre 1963, sous la pression de l'Union générale des travailleurs dahoméens, les manifestations de rue, organisées avec l'appui des étudiants en grève, prendront rapidement l'allure d'une insurrection populaire. Cette situation d'insurrection populaire que ne contrôlaient plus les syndicats, va décider ces derniers à faire appel à l'armée dahoméenne pour rétablir l'ordre.

Pour ce faire, ils prendront contact avec le Colonel SOGLO et lui demander d'intervenir. Le 27 octobre 1963, il met en état d'arrestation tous les ministres y compris le Président MAGA. Le 28 octobre, il annonce la dissolution de toutes les institutions politiques et la suspension de la Constitution. Un nouveau gouvernement dont les anciens leaders sont membres est formé. Dès sa formation, cette coalition avorte, car le

vraie et profonde, condition indispensable pour faire face aux énormes tâches de développement qui attendent la jeune république.

ressentiment contre le Président MAGA était grand. Les syndicalistes et les intellectuels lui reprochaient ses dépenses incontrôlées pour la construction du palais et de l'hôpital ; ses nombreux voyages à l'étranger ; son mépris pour les revendications des travailleurs ; la corruption de ses ministres et le népotisme.

Le Colonel SOGLO souhaitait ainsi jouer le rôle d'arbitre entre les différentes factions et préparer la transition entre le régime corrompu et contesté et un régime plus démocratique et plus responsable. Les différents régimes constitutionnels qui suivront jusqu'à Tahirou CONGAKOU vont se défaire sans pouvoir atteindre ce noble objectif. A la suite de cette expérience malheureuse, l'armée, fatiguée des querelles des civils, choisit de s'emparer du pouvoir. Le Colonel SOGLO forme un gouvernement de technocrates et de militaires avec pour mission de redresser la situation économique et financière, restaurer les mœurs politiques, réconcilier les civils en vue de les rendre aptes à reprendre en main les destinées du pays dans l'ordre, la concorde et la fraternité retrouvés.

Cependant, le gouvernement de SOGLO, loin de susciter une adhésion populaire a davantage déçu les travailleurs par la prise de certaines mesures sociales que lui imposait la faillite évidente des régimes précédents et qui ont pour nom : abattement des indemnités de salaire, blocage des avancements, maintien des 25% d'abattement sur les salaires transformé en impôts de solidarité.

Suite à cet échec, d'autres gouvernements vont suivre avec les mêmes ambitions de redressement politique et socio-économique du pays, mais toujours sans succès. Il n'est pas nécessaire d'aller ici dans les détails. Précisons simplement que les tractations et intrigues ont conduit le 07 mai 1970 à une nouvelle Charte qui institue le Conseil présidentiel.

Ce Conseil présidentiel n'est rien d'autre qu'un gouvernement à la tête duquel chacun des leaders sera investi Président pour un mandat de deux ans. Le pouvoir sera donc exercé collégalement pour une période de six ans. Après de laborieuses négociations et tirages au sort, Hubert MAGA est désigné président de la République jusqu'en mai 1972.

Une fois encore, l'existence d'un exécutif tricéphale constitue une source de conflits et il était à craindre que le gouvernement ne soit frappé de paralysie. Ce qui fut fait, car le système mis en place pour diriger le Dahomey s'essouffle très vite. Incapables de transcender les querelles intestines pour redresser la situation économique désastreuse, ce gouvernement va sombrer dans une incompétence notoire et entraîner une désagrégation totale de l'Etat. Cette nouvelle situation poussera une fois encore les militaires à prendre leurs responsabilités.

Le dernier coup d'Etat donné à la tentative de stabilisation d'un pouvoir civil au Dahomey intervient le 26 octobre 1972. Un gouvernement militaire révolutionnaire est mis en place avec à sa tête le Commandant Mathieu KERÉKOU ; ouvrant ainsi une nouvelle ère dans l'histoire de la gestion politique du pays, qui nous conduira au marxisme-léninisme.

B-L'élan réformateur du marxisme-léninisme : 1972-1989

Le sombre tableau socio-économique enregistré au Dahomey depuis 1960 et dont le corollaire est la situation de crise sociopolitique endémique a débouché sur le coup d'Etat militaire du 26 octobre 1972. Pour l'homme de la rue, habitué depuis l'indépendance à ce genre de soubresaut la réserve est de mise. Cependant, la nouvelle réalité est plus

profonde et plus complexe. En effet, le discours-programme du 30 novembre montre bien que ce n'est plus une question de changement d'équipe mais d'un changement de cap qu'il s'agit, voire d'une nouvelle orientation politique.

Pour la première fois dans l'histoire politique nationale, une équipe au pouvoir, sur la base d'analyses critiques des réalités du pays, et à la lumière de l'évolution de la situation internationale, présente un programme qui, conséquemment appliqué, pourrait sortir le pays de sa situation de crise généralisée. Le nouveau chef d'Etat, Mathieu KEREKOU, prenant la parole le 30 novembre 1972, a présenté au peuple et au monde entier, l'orientation du nouveau régime à travers un discours. Ce discours présenté à la nation montre bien l'immensité et la complexité de la tâche qui incombe au gouvernement militaire révolutionnaire. Pour les nouveaux dirigeants, il faut rapidement s'attaquer aux maux dont souffre le Dahomey au triple plan économique, social et culturel, et ce, à partir d'un soubassement politique nouveau. C'est pour cela que pour Frédéric Joël AIVO, le coup de force d'octobre 1972 *«est probablement la plus légitime de toutes les atteintes à la légitimité constitutionnelle au Bénin. Le jugement que nous émettons, dit-il, à l'aune des vicissitudes politiques de « l'enfant malade de l'Afrique », est sans doute tendancieux. Mais on la saisit davantage comme l'on saisit également mieux la légitimité de cette intervention au soulagement populaire qu'elle a provoqué, à l'observation de Francine Godin.»*¹⁴ Celle-ci écrit en effet que le coup d'Etat d'octobre 1972 est *« l'aboutissement de contradictions*

¹⁴ Frédéric Joël AIVO, *Op. Ct.* P. 74.

*au sein de la société qui ne pouvaient trouver leur solution que dans la destruction de l'ancien système de domination bureaucratique ».*¹⁵

Toutes ces appréciations illustrent simplement le rôle salvateur qui devait être celui du gouvernement militaire. En effet, le premier acte de ce gouvernement est la présentation du discours-programme de politique nouvelle et de reconstruction nationale après une concertation avec les “forces vives de la nation“. C’est que pour les dirigeants du nouveau régime, la base sociale qui accompagnera le pouvoir doit être conquise. Cette base sociale ne peut s’acquérir que dans et à travers la définition d’une idéologie capable d’absorber de nouveaux éléments qui cherchent à justifier leur entrée dans le nouvel ordre politique. La conjonction du terme “développement“ avec les termes tels que socialisme, révolution, marxiste-léniniste, indépendance nationale, crée une dynamique propre à réaliser un consensus entre les militaires qui ont pris le pouvoir et les différents acteurs sociaux que sont les syndicats, les intellectuels, les forces religieuses, les paysans, les ouvriers, les employés.

La lutte contre l’impérialisme et le néo-colonialisme est présentée comme étant la lutte contre la misère et le sous-développement. Les discours du gouvernement militaire révolutionnaire sur l’indépendance, le marxisme-léninisme, le socialisme scientifique adressés aux masses populaires sont peu abstraits et se réfèrent aux expériences vécues. Ainsi, le gouvernement militaire révolutionnaire dans sa farouche détermination de liquider définitivement l’ancienne politique avait fondé les bases du changement sur quatre fondamentaux : compter d’abord sur ses propres forces, réorganiser les structures de l’Etat, développer les relations

¹⁵ Francine GODIN, *Bénin 1972-1982. La logique de l’Etat africain*, Paris, L’Harmattan, 1986, p.288.

extérieures et affirmer l'autorité de l'Etat. C'est le commentaire que fait Edgard COUAO-ZOTTI de ces fondamentaux qui renseigne mieux sur la mesure de l'ambition. Il écrit en effet :

«Compter sur ses propres forces. Il revenait aux masses populaires de prendre des initiatives créatrices en vue de développer l'économie du pays et de se libérer de la domination étrangère. Aussi réorganiser la structure économique, culturelle et sociale visait-il à se débarrasser de la domination étrangère, à éradiquer la corruption, la concussion et le népotisme. Développer les relations avec tous les pays sans discrimination sur la base du respect et de la souveraineté nationale, de l'égalité et de l'avantage réciproques laissait déjà augurer du choix d'une idéologie. Lequel choix ne tarda pas à être opéré le 30 novembre 1975 : le socialisme scientifique avec pour guide le Marxisme-léninisme.»¹⁶

Ce paysage nouveau aura pour effet de produire des segments de signification spécifiques dans l'adhésion au discours révolutionnaire des militaires. De même, la définition de l'idéologie anti-impérialiste et anti-colonialiste produira le même effet de conscientisation. Ainsi, le processus de socialisation du pouvoir participe à la réalisation du consensus idéologique. Mais cette socialisation du pouvoir ne se limitera pas à un simple comportement verbal de la part des nouveaux dirigeants. Il s'accompagnera d'un mécanisme d'adhésion, de participation et d'intégration à la cause révolutionnaire.

Après le déclenchement de la révolution, il était donc devenu impérieux de définir une ligne d'action, de présenter au peuple un programme consistant et digne de ses attentes, de tracer une nouvelle voie capable de cristalliser les intérêts du peuple. A GOHO, le discours d'orientation nationale du 30 novembre 1974, affirme l'option des

¹⁶ Edgard COUAO-ZOTTI, in *La Nation*, n° 4796 du Lundi 03 Août 2009, p. 14.

nouveaux dirigeants pour l'édification d'une société socialiste avec pour guide philosophique, le marxisme-léninisme.

Ainsi, avec l'adoption du socialisme scientifique, quelques résultats sont enregistrés. Le Bénin se rapproche de l'URSS et des démocraties populaires. Il soutient les peuples en lutte pour leur libération et imite la Guinée de Sékou Touré. Le journal du Parti de la Révolution Populaire du Bénin (PRPB) «EHUZU » et la radio «la voix de la révolution », mobilisent des militants à l'aide de slogans comme « EHUZU dandan » ; « impérialisme à bas »; « victoire au peuple » ; « tout le pouvoir au peuple », et les chants révolutionnaires. On assiste à la nationalisation de grandes entreprises, les banques, les assurances ainsi que des écoles confessionnelles. Des sociétés d'Etat comme la SONACOP, la SBEE, sont créées. Avec l'avènement de l'Ecole Nouvelle, la production dans les écoles et universités devient obligatoire. On procède à l'alphabétisation des masses populaires et à la formation des Jeunes Instituteurs Révolutionnaires(JIR). Une justice populaire remplace la justice indépendante. Le gouvernement s'engage dans une lutte contre les commerçants malhonnêtes.

Entre 1978 et 1985, la stabilité politique et la coopération avec le Nigeria qui connaît un boom pétrolier favorisent l'économie nationale. La production nationale s'accroît de 6% par an et la consommation de 2%. L'apport de capitaux étrangers permet de lancer des projets industriels comme la Société Sucrière de Savè, la cimenterie d'Onigbolo, l'exploitation du pétrole de Sèmè. Le budget de l'Etat est équilibré. Mais à partir de 1986, la crise économique et la mauvaise gestion des finances et de l'argent publics entraînent des difficultés sur tous les plans. Il en résulte une révolte de la population.

La rigueur révolutionnaire dans une conjoncture internationale caractérisée par la rivalité américano-soviétique, a entraîné une situation qui ne répond pas aux réalités du pays. Avec la doctrine marxiste-léniniste, le régime combat les religions. Les droits et les libertés sont piétinés, les organisations des jeunes sont dissoutes et remplacées par des Comités révolutionnaires des jeunes. Les opposants perdent leur emploi et leurs biens. Les tortures et les brimades sont fréquentes. Les camps de concentration de Sègbana, Parakou, Dodja, le petit palais, accueillent les opposants. La vie morale se relâche. Tous les Béninois doivent s'appeler «Camarades » ; des employés narguent leurs patrons. Des agents subalternes, pour des fautes insignifiantes, sont radiés de la fonction publique alors que les responsables font des détournements scandaleux sans être nullement inquiétés.

Dès lors, l'économie tombe en ruine, l'argent fuit vers les pays étrangers. Le gouvernement cède des sociétés d'Etat à des privés, c'est l'exemple de la Société nationale d'équipement (SONAEC). Les avancements des fonctionnaires sont bloqués ; leurs salaires et les bourses ne sont plus payés à temps. Le gouvernement demande de l'aide à la France.

A partir de 1988, la misère et la faim poussent les populations au désespoir. Dans une lettre pastorale les évêques du Bénin dénoncent les tares du régime. Ce sont justement les conséquences fâcheuses de ces tares qui pousseront à l'organisation de la Conférence nationale des forces vives de la nation en février 1990 dont les résultats seront exploités pour l'élaboration d'une nouvelle constitution. La tenue effective de cette conférence du 19 au 28 février 1990 et sa réussite, ont permis au pays de sortir de la sanglante dictature marxiste et d'amorcer une nouvelle ère, celle du renouveau démocratique.

Chapitre II :
LE CONTEXTE POLITIQUE DE 1989 A NOS JOURS

A-L'avènement du nouveau démocratique

En 1989, les structures du régime marxiste-léniniste se trouvant dans l'incapacité de parvenir à des solutions véritables pour pallier la crise multidimensionnelle nationale, il fallait trouver de nouvelles mesures, créer un nouveau cadre institutionnel propice à l'instauration d'un Etat de droit avec des hommes bien évidemment à la mesure de la tâche. Il fallait également des institutions et des structures étatiques viables. Il fallait enfin tracer les grandes lignes qui serviraient à l'élaboration d'une nouvelle constitution. C'est ce qui justifie la tenue de la conférence nationale des forces vives de la nation engageant ainsi le Bénin sur la voie du nouveau démocratique.

La conférence nationale est intimement liée à la situation socio-économique et politique nationale et internationale qui secouait la planète vers la fin des années quatre-vingts (1980). Béatrice L. GBADO résume ici le sentiment et la situation des béninois à l'avènement du nouveau démocratique : « *La Conférence Nationale des Forces Vives, s'est tenue du 19 au 28 février 1990 à l'hôtel PLM Alédjo, parce que toutes les couches sociales de notre pays, d'une manière ou d'une autre avaient enduré la faim, la torture, la misère, et avaient dans un mouvement collectif, expression de leur exacerbation, bloqué le système politico-administratif. De l'évidente réalité de l'œil de la conscience à la proclamation de la souveraineté de la Conférence Nationale des Forces Vives, nous, fils du Bénin, œuvrant à PLM Alédjo ou en coulisses, priant avec ferveur ou discutant sans rancœur, avons conçu un beau fruit dans l'unité ; unité dans la souffrance et face à la sévérité de la douleur, douleur des mois sans salaire, des années sans liberté, des tortures et de*

la mort : « *RENOUVEAU DEMOCRATIQUE* .»¹⁷ Ce passage rappelle sans complaisance les origines du nouveau démocratique à l'intérieur du pays.

A l'extérieur, la situation politique n'était guère favorable à la poursuite de l'expérience révolutionnaire du 26 octobre 1972. En effet, la chute du mur de Berlin, la réunification de l'Allemagne, la décrispation des rapports Est- Ouest, consécutive à la démocratisation multiforme des régimes de l'Europe de l'Est ; bref, l'effondrement du communisme et l'organisation des élections libres et pluralistes dans ces pays vont amener le pouvoir caractérisé par le parti unique et se réclamant du socialisme scientifique à s'orienter vers un changement de méthode de gouvernement. Acculé et contraint à trouver une porte de sortie, le régime va donc lâcher du lest et décider de convoquer une conférence nationale. Cette conférence sera chargée d'élaborer une nouvelle constitution garantissant les droits de l'homme et les libertés fondamentales. Présidée par Monseigneur Isidore de SOUZA, cette assise a effectivement donné une nouvelle orientation à la vie béninoise : la démocratie. Le 27 février 1990, Nicéphore SOGLO est élu Premier ministre par la conférence. Le 1^{er} mars, la République Populaire du Bénin devient République du Bénin et la constitution de 1977 est abrogée.

La période transitoire permet au Premier ministre d'accomplir les tâches fixées par la conférence : la reprise du travail et des activités économiques, la préparation des élections, la restauration de l'autorité de l'Etat. La nouvelle Constitution est soumise par référendum au peuple béninois qui l'adopte à une large majorité le 2 décembre 1990 consacrant

¹⁷ Béatrice LALINON GBADO, *En marche vers la liberté*, tome 2, Bénin : la période transitoire, Février 1990-Avril 1991, Ruisseaux d'Afrique, Cotonou, 1996, p. 33.

ainsi le retour au régime démocratique dans lequel le peuple désigne librement ses dirigeants. Ainsi, aux élections de mars 1990, Nicéphore SOGLO est élu président de la République ; commence alors l'an un du nouveau régime.

De 1991 à 1996, on note la reprise effective des activités économiques avec le retour des hommes d'affaire, l'installation de nouvelles banques, l'octroi d'aides provenant de la France, du Fond Monétaire International (FMI) de la banque Mondiale, bref, de l'extérieur. La croissance économique est de 3% en 1991, contre 0,90% en 1990.

On note également la floraison des partis politiques, la floraison des journaux ainsi que la construction des voies et de quelques infrastructures socio- sanitaires.

Cependant, les problèmes demeurent, à savoir : la compression du personnel des entreprises, le dégagement des fonctionnaires exigé par le FMI dans le cadre du Programme d'Ajustement Structurel (PAS), l'augmentation des impôts. Ces mesures créent des malaises et font grogner les étudiants, les travailleurs et les commerçants. On note la tension entre le gouvernement et l'Assemblée Nationale, entre les journalistes et le pouvoir ; le manque de transparence au niveau des responsables ; la lenteur dans la mise en place de certaines institutions comme la Cour constitutionnelle. Ainsi, aux élections de 1996, par un vote sanction, le peuple béninois rejette SOGLO et lui préfère l'ancien président Mathieu KEREKOU.

B- De l'expérience démocratique de KEREKOU II au régime du changement de Boni YAYI

IL est ici question de revisiter les deux mandats démocratiques de l'homme qui aura passé plus de temps à la tête de l'Etat béninois (1996-2001 et 2001-2006), en passant par les 18 ans sous la Révolution), afin d'apercevoir les raisons de ce succès politique ainsi que celles qui ont poussé les populations dans leur majorité à adhérer à l'idée de changement proposée par Boni YAYI.

A vrai dire, le premier grand mérite que le peuple béninois reconnaît au Président KEREKOU, c'est le fait d'avoir incarné la paix et l'unité nationale. En effet, en le comparant à d'autres dirigeants africains les béninois ont estimé que le Président KEREKOU aimait son peuple, qu'il était un homme de paix. Depuis la tenue de la Conférence nationale des forces vives de la nation, c'est sous l'angle de la consolidation de l'unité nationale qu'il faut placer le succès politique de l'homme. Ainsi, c'est à juste titre que, Dieudonné K. DATONOU, parlant de KEREKOU, affirme : « *Pendant votre règne, vous avez su éviter le tribalisme, les dérapages inévitables d'une politique d'exclusion et d'ostracisme qui conduisent, bien souvent, ici comme sous d'autres cieux, fatalement, aux conflits armés.* »¹⁸ Cette remarque colle bien avec l'opinion publique béninoise quant aux qualités d'homme de paix incarnées par le Général ; car il est vrai que jusqu'ici le Bénin n'a connu aucune guerre civile.

Parmi les qualités qui ont séduit les béninois chez le Président KEREKOU, il faut souligner aussi la simplicité ou la sobriété du style de vie et de gouvernement de l'homme, ainsi que la qualité de ses ambitions.

¹⁸ Dieudonné K. DATONOU, *Lettre à deux chefs d'Etat africains. Pour une nouvelle aube nouvelle*, Ruisseaux d'Afrique, Cotonou, 1996, p. 33.

C'est une volonté de réforme de l'Etat qui s'est observée durant les deux mandats de l'ère démocratique. Ainsi, dans son programme d'action de gouvernement intitulé *Aller plus loin, 2001-2006*, KEREKOU affiche une fois encore de bonnes intentions pour le peuple. Les secteurs ci-après sont ciblés à titre indicatif :

1-Sécurité et défense : " Assurer la sécurité et la défense dans un contexte d'intégration régionale et de développement auquel prendrait également part l'Armée".

2-Economie : " Mener sur la base des acquis de la conférence Economique, des actions dans tous les secteurs , en s'appuyant sur l'agriculture traditionnelle et l'entreprise agricole moderne, un secteur industriel adéquat, la consommation des produits locaux et une bonne image du Bénin par le tourisme et l'Artisanat.

3-Jeunesse : " Mettre en œuvre un programme spécial pour la jeunesse béninoise.

4- Les femmes : " Renforcer les programmes classiques d'appui et créer des mécanismes de promotion discriminatoire positive, par la scolarisation gratuite des filles, l'alphabétisation des femmes rurales, l'accès gratuit aux soins de santé, l'octroi des crédits et de l'entrepreneuriat féminin."

L'ambition qui se lit à travers ce programme n'est pas moindre par rapport à celle exprimée par SOGLO suivant les mêmes rubriques dans son *Programme pour un nouveau départ*, ou par Bruno AMOUSSOU à travers ses *126 propositions pour le Bénin*.

L'ambition de KEREKOU se saisit à l'aune des affirmations suivantes à propos de la jeunesse : « *Le temps est venu de redonner confiance et initiative à la jeunesse béninoise, de lui faire définir un sens pour son développement, et de lui assurer la place et le rôle prépondérant*

qui sont les siens dans la communauté nationale, en l'arrachant au doute, au chômage, au sida, à la violence, à la marginalisation et à l'exclusion, afin de s'appuyer sur elle pour explorer et édifier les chemins de l'avenir, à travers un programme Spécial cohérent et immédiatement applicable, répondant à des besoins clairement identifiés et articulés, ainsi qu'un irrévocable enracinement culturel et patriotique. »¹⁹ Ces propos qui situent en même temps le contexte et rappellent les attentes de la jeunesse sont suivis de l'énoncé des actions concrètes à mener pendant le quinquennat 2001-2006 ; ce sont :

-Développer les techniques de recherche d'emploi qui soient davantage orientées vers la conquête du marché, et qui permettent aux chercheurs d'emplois d'identifier des besoins à satisfaire et de mettre en valeur leurs aptitudes potentielles et réelles pour les satisfaire. Ils se transformeront ainsi en fournisseurs de services avec une perception différente d'eux-mêmes et du marché, et un comportement de conquérant qui seul ouvre les chemins du succès.²⁰

-Contribuer à la résolution du problème d'emploi des jeunes en leur permettant de se présenter sur le marché du travail non plus en démarcheurs d'emplois mais en offreurs de services.

-Former chaque année, sur une période de cinq (05) ans, cinq cents (500) jeunes aux techniques de recherche d'emploi.²¹

Aujourd'hui, on peut dire que depuis le discours-programme, KEREKOU a toujours proposé des programmes d'action plus ou moins pertinents pour le Bénin. Seulement, le bilan montre que ces ambitions revêtent plus un caractère velléitaire qu'elles ne font penser à une

¹⁹ Mathieu KEREKOU, *Aller plus loin, 2001-2006*, p. 169.

²⁰ Mathieu KEREKOU, *Op. Cit.* p. 18.

²¹ Mathieu KEREKOU, *Op. Cit.* Annexe, p. 19.

véritable volonté d'aller plus loin". Elles n'ont pas été traduites en réalité afin de donner effectivement satisfaction au peuple en 28 ans de gestion politique. C'est ce qui justifie l'intérêt que le peuple accorde à l'idée d'un changement proposé par Boni YAYI en 2006 et qui l'a porté au pouvoir.

En réalité, cette année là, le Bénin présente les caractéristiques d'un pays moralement malade avec notamment de forts soupçons de corruption, de contrats irréguliers, voire fantaisistes ; des rumeurs qui font état d'accumulation de faramineuses fortunes en espèce et en nature à l'extérieur du pays ; des accusations de mensonge au sommet de l'Etat ; des soupçons de la présence de personnes intouchables dans le gouvernement. Face à tout cela, il y a comme une culture du laisser aller, une absence d'impunité. Toutes choses qui ne peuvent conduire qu'au désespoir du peuple qui est en quête de meilleures conditions de vie. C'est dans ce contexte que les populations ont placé leur confiance et leur espoir dans le changement prôné par Boni YAYI, lui qui n'avait encore jamais pris part, du moins directement, à la gestion des affaires du pays et qui, de ce fait, peut se démarquer de toutes les mauvaises pratiques qui ont caractérisé jusque là, la gestion politique au Bénin.

Dans ce sens, le changement que le peuple béninois attend du nouveau président de la République, ce n'est pas simplement un " nouveau discours- programme ", mais la détermination et la capacité de réaliser leur rêve de développement et de bonheur pour tous, rêve qu'en réalité d'autres ont déjà porté sans succès. La nouveauté ici serait alors le respect de la parole donnée à travers une gestion politique saine et rigoureuse qui fait jusque là défaut. Le bon discours ne fait plus foi et c'est sur la base de l'action que le changement sera évalué à l'heure du bilan. Pour le moment rien n'autorise à croire que Boni YAYI évitera pour une fois, de décevoir les Béninois ; car les indices d'un courage

politique et historique d'aller aux solutions véritables dans la résolution des problèmes sont absents.

Nous venons donc de montrer que chacun des présidents ayant accepté de diriger notre pays, l'a souvent fait dans le souci majeur de satisfaire le peuple grâce à un meilleur programme de gestion politique. Malheureusement aucun gouvernement n'a pu jusqu'à présent agir dans le sens de sa vision et des attentes de l'opinion publique. Dès lors, une question se pose : Quel est le principal facteur d'inhibition des ambitions au sommet de l'Etat comme à la base, dans la gestion politique au Bénin ?

Deuxième partie :

**LA CONSERVATION DU POUVOIR AU CŒUR
DES ECHECS DE L'ŒUVRE DE CONSTRUCTION
NATIONALE**

Chapitre III :
JUSTIFICATION THEORIQUE ET MANIFESTATIONS
DU PHENOMENE

A- Le fondement théorique

Il est de la nature des hommes de désirer le pouvoir et de vouloir s'y accrocher dès lors qu'ils l'obtiennent : c'est l'expression de la conservation du pouvoir, phénomène inséparable de l'instinct de conservation reconnu à chaque être humain. Pour emprunter les termes du Robert, l'instinct désigne l'impulsion qu'un être vivant doit à sa nature ou le comportement par lequel cette impulsion se manifeste. C'est une tendance innée à des actes déterminés, exécutés parfaitement sans expérience préalable et subordonnés à des conditions de milieu. Dans ce sens, l'espace politique représente sans doute le milieu par excellence où l'instinct pousse l'homme dans une quête effrénée du pouvoir. Cette folie du pouvoir a été d'ailleurs très vite perçue par les théoriciens de la chose politique et justifie, notamment chez HOBBS et ROUSSEAU, l'hypothèse d'un état de nature qui va conduire l'un et l'autre à imaginer un contrat social ²²qui permette d'assurer la prééminence de l'intérêt général face à la diversité des intérêts individuels et antagonistes.

Bien avant, Machiavel, dans le *Prince*, au chapitre XVII, justifiait la cruauté de la vie politique par les difficultés qu'éprouvent les princes à conserver leur Etat du fait de la nature des hommes qui sont « *ingrats, changeants, simulateurs et dissimulateurs, lâches devant les dangers, avides de profit.* » Pour lui, les hommes ne sont donc pas bons et le monde est sans Providence. L'Etat a pour fonction d'ordonner cette instabilité, en exploitant jusqu'aux forces dangereuses pour le bien collectif. C'est pourquoi, les princes désireux du pouvoir doivent avoir en théorie quelques principes simples. D'abord, l'idée que le bon équilibre

²² Les théories du contrat social telles qu'exposées dans le Léviathan et de Du contrat social.

de l'Etat et sa durée sont les fins de la politique conçue comme art de gouverner et de résister aux forces incontrôlées que sont la fortune et le hasard. Ensuite, la loi est fondamentale dans un univers où les hommes ne sont pas bons. Enfin, les princes doivent savoir que l'on peut tirer un meilleur profit du talent de la vertu, de la sagesse, relativement s'entend. Aucun système politique ne saurait échapper à ces principes et ils sont indispensables pour éclairer en théorie les manœuvres politiciennes au Bénin.

En politique, le risque est toujours grand de mener une gestion oublieuse des attentes de l'opinion publique et qui se concentre sur la conservation du pouvoir, pour des raisons psychologiques liées à l'instinct auxquelles vient s'ajouter la nature même du pouvoir : sa fragilité et son instabilité. En effet, les hommes qui estiment que leur vocation consiste à se dévouer à la cause politique, ne peuvent faire autrement que devenir des hommes politiques ; ce qui suppose, de leur part, une certaine ambition politique. Cependant, l'on n'accède pas au pouvoir en se déclarant simplement «homme de la situation » ; car tout prétendant au pouvoir se heurte de manière inconditionnelle à d'autres candidats ou même au gouvernement en place. Il entre donc nécessairement en lutte avec des concurrents, ce qui implique la présence de partisans et de militants, une action de propagande, des manœuvres, de la duplicité, des intrigues et cela, quelle que soit la cause que chacun des candidats défend. Toutes choses qui constituent des facteurs stimulants de la conservation du pouvoir qui conduira les différents acteurs à créer sur la scène politique une confusion de services, de générosité, d'ambitions, de rivalités, d'idéaux, et même de doctrines. A partir de cet instant, aucune vision n'est réalisable, du moins facilement et l'opinion publique a du mal à comprendre le sens des actions que mènent les uns et les

autres. Quel but poursuivent-ils ? S'agit-il de faire triompher une idée ou un homme, de prendre sa revanche ? Le but consiste-t-il à transformer la société afin de l'amener vers des horizons meilleurs ou seulement à gouverner le pays ? Que voulait par exemple Christophe SOGLO en ouvrant le bal des coups d'Etat au Bénin le 28 octobre 1963 ? Que voulait Mathieu KEREKOU en adoptant le marxisme-léninisme le 30 novembre 1975 ou encore, en revenant au pouvoir en 1996 ? Quelle signification donner à l'absence du Parti communiste du Dahomey (PCD) à la Conférence nationale des forces vives de la nation de février 1990 ? Pourtant, ce fut le rendez-vous le plus important de l'histoire de la reconstruction nationale et le PCD avait eu le mérite de s'opposer très tôt au régime révolutionnaire avec courage et ténacité. Quelles sont enfin les intentions de KEREKOU, de Nicéphore SOGLO et de Boni YAYI à travers la création respectivement du PRPB, de la RB et de la FCBE qui sont tous des partis présidentiels ?

Ces questions permettent de nous faire une idée de la difficulté qu'éprouve l'homme politique en général et nos chefs d'Etat en particulier, à dominer les détails et à régler les situations en fonction de l'urgence et de leur objectif véritable malgré les enseignements qu'on peut tirer de l'histoire. Ainsi, en nous situant dans la perspective selon laquelle tout gouvernement constitue une équipe de travail ayant un chef, nous pouvons établir en théorie la responsabilité personnelle de nos chefs d'Etat dans les dysfonctionnements relatifs à la gestion politique dans notre pays. Toutes les faiblesses dans ce domaine plongent précisément leurs racines dans la conservation du pouvoir et le président de la République demeure en dernier lieu le responsable de l'échec ou de la réussite de ses ambitions pour le peuple. Certes, l'atteinte des objectifs par le gouvernement incombe à l'ensemble de ses membres qui doivent

maîtriser clairement les objectifs et surtout avoir envie de les atteindre. Mais l'atteinte des objectifs ne peut pas être possible si le chef de l'Etat qui est l'animateur principal n'a pas les capacités psychologiques nécessaires pour rester au plus près de ses ambitions et veiller à ce que les objectifs qu'il poursuit soient acceptés par ceux qui sont appelés à l'aider dans sa tâche. Il en résulte que si nos différents gouvernements depuis l'indépendance, ont, d'une manière ou d'une autre, échoué, cela relève entièrement de la responsabilité des chefs d'Etat ayant été à la tête du pays. Car, si on peut prétexter de la permanence et de la généralisation des actes de mauvaise foi de la part des collaborateurs de nos premiers responsables pour expliquer l'absence de cohérence dans la gestion des affaires publiques, on ne peut manquer de constater que tout se passe toujours sous un président de la République qui ne saurait en aucun cas se fonder sur un tel argument pour justifier officiellement son échec. Tout relâchement des mœurs en politique est toujours le résultat d'une défaillance qui prévaut au sommet de l'Etat ; c'est de ce sommet que tout changement doit être imprimé pour atteindre progressivement la base. Dans ce sens, il est exact de dire avec KANT que "l'être humain est un animal qui a besoin d'un maître"²³, car en l'absence du maître, il est incapable de se conformer à l'impératif moral. Cette conception kantienne de la politique montre combien il est impossible d'imaginer une République sans chef, et surtout, comment l'avenir de la communauté politique dont il a la charge est étroitement lié à sa capacité réelle de faire régner l'ordre social souhaité.

²³ KANT, « *Idée d'une histoire universelle au point de vue cosmopolite* », in *La philosophie de l'histoire*, Aubier, Montaigne, p. 67- 68.

On peut donc conclure a priori que, si au Bénin, il y a souvent incohérence dans la manière dont les choses sont gérées, c'est parce que les chefs d'Etat qui représentent les « maîtres » n'ont pas pu jouer efficacement leur rôle. Ainsi, depuis 1960, aucun gouvernement n'a pu échapper aux accusations de corruption, de mauvaise gestion de l'économie et des finances publiques, toutes choses qui constituent des facteurs de blocage de tout processus de développement. Pourtant, depuis au moins 1972, on peut affirmer qu'il a toujours existé une vision pour le pays ; d'où vient-il alors que les espoirs soient à chaque fois brisés ? La réponse se trouve dans « l'instinct de conservation du pouvoir ».

En effet, Le combat politique présente un risque auquel il est difficile d'échapper : privilégier le pouvoir au détriment de la gestion efficace de la chose publique. D'ailleurs, Machiavel, au chapitre XVII du *Prince*, insiste sur le fait « *qu'un prince ne peut observer toutes les choses pour lesquelles les hommes sont jugés bons, étant souvent contraint, pour maintenir son pouvoir, d'agir contre sa parole, contre la charité, contre l'humanité, contre la religion.* » Au Bénin, l'instabilité politique et institutionnelle postcoloniale a engendré un climat politique favorable à la recherche d'un pouvoir fort afin de faire face aux nombreuses tâches de développement. Ainsi, de 1972 à 1989, c'est de manière instinctive que le Président KEREKOU a cru devoir user de toutes les stratégies pour se maintenir au pouvoir. Dans un contexte où planait le spectre d'un nouveau coup d'Etat, il ne fallait pas se laisser renverser comme l'ont été jusque là tous ses prédécesseurs. Avec le renouveau démocratique, la même tendance à la conservation du pouvoir existe toujours chez chacun des chefs d'Etat, l'idéal étant d'épuiser les dix ans prévus par la Constitution. C'est malheureusement ce goût incontrôlé du pouvoir qui est à l'origine de l'inefficacité de la gestion politique, car, ce faisant, les

chefs d'Etat deviennent moins rigoureux dans leur rôle de régulation et d'impulsion des réformes profondes. Du coup, ils n'agissent plus forcément suivant les priorités qu'ils s'étaient fixées au départ, mais suivant des stratégies propres à assurer la pérennité du pouvoir même si c'est au risque de compromettre leurs ambitions. C'est surtout de cette manière qu'il faut comprendre toutes les dérives établies ou soupçonnées et qui sont à la base de notre non-émergence.

Pour illustrer les manifestations de la conservation du pouvoir » dans la gestion politique béninoise, nous partirons de la gestion de KEREKOU ; non pas parce qu'il a démerité, mais en raison de son exceptionnelle longévité politique dans l'histoire de notre pays. En effet, pour avoir passé 28 ans, en deux périodes , à la tête du pays (18 ans sous la Révolution et 10 ans en Démocratie), il est celui qui aura déterminé d'une manière ou d'une autre le sort du Bénin, et c'est à juste titre que les gouvernements de Nicéphore SOGLO et de Boni YAYI, pour justifier leur stagnation, ont souvent mis en cause « les erreurs du régime défunt » ; ce qui représente ici une manière, à peine voilée, de fustiger la gestion de leur commun prédécesseur.

B - Les manifestations de la conservation du pouvoir dans la gestion politique béninoise

Nous arrivons ici à une étape cruciale dans notre investigation sur le combat inhérent à la gestion politique. Il est important de rappeler avant tout que le but qui oriente notre quête est de rechercher, au-delà des considérations historiques et socioculturelles, ce qui risque d'être pour longtemps encore la cause première de nos déceptions de la part de nos chefs d'Etat. Car, à y regarder de près, la gestion politique au Bénin n'a

jamais constitué une vraie occasion de s'attaquer aux tâches de développement. Certes, l'incapacité des uns à répondre aux aspirations des populations a toujours constitué l'occasion que les autres saisissent pour se hisser au sommet de l'Etat. Mais c'est la conservation du pouvoir qui constitue l'élément catalyseur des échecs dans la gestion des affaires de l'Etat. En fait, l'espace politique béninois ne manque pas parfois de ressembler à un vaste champ d'expérimentation des idées politiques de Machiavel, où l'important est d'obtenir le pouvoir et de le conserver, et que pour cela, tous les moyens sont bons. En 1972, comme Machiavel, KEREKOU avait compris que rien n'est pire en politique, que l'insécurité qui accompagne la faiblesse de l'Etat. Seul un pouvoir fort pouvait assurer la paix, qui est la condition de tout ordre moral. L'évidence de cette volonté à pérenniser le pouvoir se lisait clairement à travers cette déclaration de Mathieu KEREKOU : « *La branche ne se cassera pas dans les bras du caméléon.* » La branche symbolise ici le pouvoir d'Etat et le caméléon, le chef de l'Etat lui-même. Pour donner du sens à ces deux symboles, cela va imposer une stratégie politique adéquate qui est en même temps la conséquence des désordres observés au début des années soixante.

En effet, depuis l'indépendance le 1^{er} Août 1960 jusqu'à cette date du 26 octobre 1972, le Dahomey avait connu cinq coups d'Etat réussis avec à chaque fois des changements à la tête de l'Etat ; créant ainsi un environnement politique particulièrement hasardeux. KEREKOU savait alors que pour faire aboutir toutes les réformes annoncées dans le discours-programme, il faut bien que son pouvoir bénéficie d'une certaine stabilité. C'est ce processus d'instauration d'un pouvoir fort au service du peuple qui a paradoxalement éclipsé les intérêts nationaux sous le marxisme-léninisme.

Ce paradoxe vient du fait que les contextes national et sous-régional imposaient au gouvernement militaire révolutionnaire, la création d'un parti unique²⁴ comme mode de gouvernement. Or, le parti unique a tendance, de part sa nature même, à la concentration du pouvoir et son renforcement face à des partis minoritaires. C'est le sens qu'il faut donner à la naissance du Parti de la Révolution Populaire du Bénin (PRPB). La concentration du pouvoir entre les mains du président de la République, chef de l'Etat, chef du gouvernement et même responsable du parti, donne à KEREKOU tous les atouts pour assurer la prééminence du PRPB. Ainsi, pendant la période révolutionnaire, la dictature qui a eu pour conséquences la privation des libertés individuelles et collectives, de même que la mauvaise gestion des affaires publiques, a pour origine, la priorité accordée à la recherche de la sécurité du pouvoir. Aussi, a-t-on constaté que le plus long mandat présidentiel au Bénin est celui du Président KEREKOU sous le marxisme-léninisme, contrairement à ses prédécesseurs depuis 1960.

L'hégémonie du PRPB et le mode de dévolution du pouvoir mis en place à travers la Loi fondamentale du 26 Août 1977²⁵, ont permis au Président de contourner toutes les difficultés d'ordre ethnique et régionaliste.

Par ailleurs, la conservation du pouvoir a poussé à la sacralisation de la fonction présidentielle par les outils du pouvoir traditionnel. Cette sacralisation du pouvoir présidentiel et l'onction mystique que sollicite Mathieu KEREKOU des sorciers et autres chefs Vodun²⁶ seront

²⁴ Le parti unique n'était pas une particularité béninoise et constituait la mode en Afrique de l'Ouest.

²⁵ Frédéric Joël AIVO, *Op. Cit.* p. 51, montre comment cette Loi fondamentale était conçue pour assurer la réélection régulière de KEREKOU au pouvoir.

²⁶ Frédéric Joël AIVO, *Op. Cit.* p. 110.

renforcées par la prédisposition des Béninois à la croyance aux forces invisibles. Cela a incontestablement porté malheur à la nation car, désormais les populations ne croient plus en une nouvelle orientation de l'Etat telle que tracée par le discours programme, mais en un pouvoir rendu complètement irrationnel. C'est à juste titre que Béatrice L. GBADO attribue la soumission des Béninois au PRPB et leur acceptation sans résistance, à la condition politique et sociale qui leur était imposée.²⁷ A partir de cet instant, la préoccupation du chef de l'Etat ne pouvait plus être vraiment le développement du pays : aucune bonne gestion n'était plus possible ici. On peut mesurer la prééminence de la conservation du pouvoir chez le Président KEREKOU et son impact négatif sur la gestion politique à travers ces témoignages que nous fournit Frédéric Joël AIVO :

« A la science locale du mystique, qui semble de l'avis des Africains avoir son berceau au Bénin, KEREKOU ajoutera celle d'importation de Mohamed Cissé. Plus que les soutiens locaux du chef de l'Etat, le marabout malien, malgré son analphabétisme et son inculture notoires, accède rapidement à l'intimité du pouvoir présidentiel béninois. D'abord conseiller spécial du président de la République puis ambassadeur itinérant du Bénin, il obtient enfin la signature du chef de l'Etat, le titre combien stratégique de Ministre d'Etat²⁸ qui lui transfère dans l'effectivité du pouvoir politique au Bénin, une part importante de la charge présidentielle. « Dans nos régimes autocratiques nos Chefs d'Etat sont des petits rois que nous vénérons, Cissé était le deuxième personnage après Dieu », écrivait Maurice Chabi pour illustrer l'emprise de l'homme sur son employeur. » Pour Barnabé Bidouzo, Ministre des finances coopté

²⁷ Béatrice GBADO, *En marche vers la liberté. Prélude du Renouveau démocratique au Bénin : la grève des enseignants*, CNPTMS, Porto-Novo, 991, p. 19-20.

²⁸ Ministre d'Etat chargé de la sécurité présidentielle et des relations du Bénin avec les pays islamiques.

par le marabout officiel de Mathieu KEREKOU, « Cissé était le plus fort (...) les ministres du PRPB étaient ses plantons. »²⁹

Dans le contexte africain en général et béninois en particulier, on peut comprendre que le Président fasse recours aux forces occultes parce qu'il dirigeait dans un environnement où un nouveau coup d'Etat était à craindre à tout moment. Il était simplement humain qu'il cherche à protéger sa vie et à préserver son pouvoir. Mais le présent témoignage montre que sous le PRPB, l'ambition réelle qui était de faire du Bénin une nation où "il fait bon vivre" après le 26 octobre 1972, n'a finalement pas pu prévaloir face aux exigences de la conquête du pouvoir. KEREKOU et le Bénin en sont plutôt sortis affaiblis et c'est sans surprise que les « *objectifs initiaux de la révolution démocratique au Bénin étaient, d'une part, le payement des arriérés de salaires des fonctionnaires et, d'autre part, de sortir le pays du marasme économique dans lequel il s'était progressivement englué, en instaurant un environnement politique propice au respect des libertés* ». ³⁰

Le bilan des dix ans de gestion politique sous le renouveau démocratique montre cependant que la tendance n'a pas pour autant changé. Ici le Président va jouer sur la fibre religieuse des Béninois pour consolider son pouvoir. C'est ce qui justifie les appellations telles que "KEREKOU II" ou "Président pasteur", pour désigner un président profondément croyant. Cette fois en effet, nous sommes loin de la dictature et du mysticisme. Seulement, les bonnes promesses faites au peuple à travers les différents programmes d'action n'ont tenu souvent lieu que de mirages. De 1996 à 2001, le pouvoir a hanté le chef de l'Etat qui s'est cru redevable à ses partisans de la première heure à qui il doit

²⁹ Frédéric Joël AIVO, *Op. Cit.* p. 110.

³⁰ Victor P. TOPANOU, *Art. Cit.* p. 287.

son retour à la tête du pays. Conscient de ce que sa réélection dépendrait du soutien que ceux-ci lui accorderont, il a souvent manqué de rigueur dans la conduite des affaires de l'Etat en gardant à ses côtés des collaborateurs dont il savait qu'ils agissent en marge de toute éthique et probité. C'est seulement en 2006 que le Président KEREKOU va dénoncer l'inefficacité et l'irresponsabilité des compatriotes en reconnaissant lui-même que « *ce qui les intéressait, ce n'était pas de développer le pays mais de se battre, de mentir, de voler les moyens de l'Etat pour aller acheter les villas* ». ³¹ Cette affirmation correspond à ce qui est répandu dans l'opinion publique béninoise.

Cependant, on peut se demander alors pourquoi le chef de l'Etat les a-t-il gardés sachant bien qu'ils ne travaillaient pas à réaliser son projet de société ? La réponse se trouve dans la conservation du pouvoir, car si cela s'est passé, c'est parce que « *les autres disent c'est nous qui l'avons mis là.* » ³² Cela a bien l'air d'un chantage politique. Mais c'est aussi parce que, comme le dit Machiavel toujours au chapitre XVII du *Prince*, « *dans le monde il n'y a que le vulgaire* ». Ce qui veut dire que le prince n'a pas à redouter les gens clairvoyants, qui auraient perçu les aspects discutables de sa politique, parce que ces gens sont peu nombreux et qu'ils ne pèsent d'aucun poids auprès de la foule, si le prince a su se gagner celle-ci par certains résultats voyants de sa politique. Et visiblement, KEREKOU a su gagner la confiance de la majorité du peuple béninois ; ce qui a fait que les critiques des intellectuels n'ont jamais pu le faire partir : il a toujours paru honnête, fidèle à sa parole, miséricordieux, religieux.

³¹ Dieudonné DATONOU, *Lettre à deux chefs d'Etat africains*, Ruisseaux d'Afrique, Cotonou, 2006, p. 59.

³² Dieudonné K. DATONOU, *Op. Cit.* p. 75.

Nous pensons sérieusement que la conservation du pouvoir a souvent pris le pas sur les intérêts nationaux dans la gestion politique au Bénin. C'est sous cet angle que nous percevons la longévité politique de KEREKOU et la qualité douteuse et controversée de sa gouvernance. Durant les deux grands mandats (1972-1990 et 1996-2006) de nombreux scandales, notamment économiques et financiers ainsi que les malversations de tous genres ont été signalés. Ainsi, la volonté de pérenniser le pouvoir a conduit à l'impunité en favorisant du coup la mauvaise gestion politique sous KEREKOU. Mais il n'est pas le seul, car le danger reste permanent et guette tous les prétendants au fauteuil présidentiel.

Ainsi, les raisons de l'échec de Nicéphore SOGLO à l'élection présidentielle de 1996 sont plus un réquisitoire construit sur les erreurs politiques du chef de l'Etat et les dérives de son régime que l'option d'un projet politique fondé sur les qualités avérées de Mathieu KEREKOU. Par ailleurs, la création de la RB apparaît comme une volonté du Président SOGLO à consolider son pouvoir à l'instar du PRPB. Toujours est-il que c'est d'un pouvoir fort que les professionnels de la politique n'ont pas voulu en ramenant KEREKOU en 1996.

Enfin, il ne fait aucun doute que Boni YAYI est tombé dans le même piège de la conservation du pouvoir, même si les Béninois souhaitent vivement le voir rompre avec la mauvaise gouvernance. La naissance de la FCBE ainsi que les nombreuses marches organisées déjà au début de son mandat avec pour mot d'ordre « YAYI Boni, dix ans » peuvent en être des signes annonciateurs. Comme le PRPB et la RB, la FCBE est susceptible d'être un instrument au service d'un pouvoir fort et surtout peu objectif avec des risques d'alimenter le mensonge et le chantage politique et d'éclipser ainsi les aspirations de l'opinion publique.

Cela est d'autant plus préoccupant que nul n'est insensible aux mots flatteurs ; donc le risque que le changement soit étouffé par la conservation du pouvoir est désormais évident.

Chapitre IV :
L'IMPACT DE LA CONSERVATION DU POUVOIR SUR
LE BENIN

A- Au plan historique

Historiquement l'on a tendance à considérer le régionalisme et l'ethnocentrisme comme étant les principales causes de la confusion qui a régné au départ dans la gestion politique du Bénin. Ainsi, dans son Avant-propos, Pierre G. METINHOUE affirme :

« Depuis la période coloniale, le Dahomey - aujourd'hui Bénin- était réputé dans tout l'empire colonial français comme un pays difficile à administrer en raison, sans doute, de l'attachement de chacun et de chaque région à ses intérêts et de la volonté des uns de s'opposer à la promotion des autres. Le poids de la tradition et de la traite négrière ont aggravé la situation au point que, dès la mise en place du premier Conseil de gouvernement le 28 mai 1957, les professionnels de la politique ont étalé leurs divergences et révélé au grand jour leur désir de s'approprier la chose politique. Leurs successeurs n'ont pas fait mieux et chacun constate aujourd'hui que le pays n'a pas beaucoup avancé parce que la classe politique ne s'est pas montrée digne de la confiance que les populations lui ont faite. »³³

Ce point de vue est aussi celui de nombreux autres citoyens qui s'intéressent à la vie politique nationale comme Nathanael G. Mensah, Césaire Kpènonhoun ou encore Athanase Johanès Toudonou³⁴.

Cependant, au-delà de simples constats historiques, il faut bien percevoir à travers ces causes la marque de la conservation du pouvoir. C'est ce qui exacerbe les incohérences de l'espace politique en se servant des réalités historiques et socioculturelles disponibles. En effet, le propre de la conservation du pouvoir est de créer un imbroglio de rivalités

³³ Pierre G. METINHOUE, *Op. Cit.* p. 7.

³⁴ De l'avis de Pierre METINHOUE. *Ibid.*

susceptibles d'éliminer politiquement les adversaires. Ainsi, formée dans des écoles françaises, l'élite politique dahoméenne d'hier et béninoise d'aujourd'hui, ne sait pas concilier les valeurs occidentales et celles de leur milieu. Aussi plonge-t-elle le pays dans des problèmes tels que les conflits régionalistes et ethniques : le Nord du pays préfère soutenir un président originaire du Nord ; l'Ouémé-Plateau quant à lui refuse de soutenir un candidat natif d'Abomey. Les campagnes électorales qu'elles soient législatives ou présidentielles, sont propices pour déterrer les anciennes querelles nées des rivalités hégémoniques que se livraient les anciens royaumes dont l'ensemble constitue aujourd'hui la République du Bénin. Il est donc juste de dire qu'au plan historique, la conservation du pouvoir a consisté à cultiver le régionalisme et l'ethnocentrisme ; chaque prétendant au pouvoir voulant profiter au maximum de son appartenance régionale ou ethnique. Cela a permis l'éclosion de vices comme la corruption, le détournement des fonds publics, le clientélisme politique, l'incompétence de nombreux cadres politiques et le manque d'unité nationale. C'est ce qui explique qu'au lendemain de l'indépendance, le Dahomey s'est trouvé incapable de s'autogérer. Les douze premières années ont été caractérisées par des errements et n'ont pas permis aux dirigeants de s'entendre pour faire face efficacement aux différentes tâches de développement du pays. A partir de cet instant, il va y avoir comme une malédiction. Le Dahomey, la République populaire du Bénin et la République du Bénin vont connaître tous les avatars de la vie politique, obligeant ainsi les uns et les autres à essayer les formules les plus originales dans l'espoir de garantir au peuple l'épanouissement et le bonheur.

Il est donc plus objectif ici de comprendre que la lutte entre MAGA, APITHY et AHOMADEGBE de 1960 à 1972, était due moins à

une différence de vision ou d'idéologie qu'à une concurrence dans la conquête du pouvoir d'Etat. C'est ce que montrent les échecs des tentatives de collaboration, sur la base des convictions idéologiques, entre MAGA et APITHY à travers le Parti Dahoméen d'Unité (PDU) et entre APITHY et AHOMADEGBE à travers le Parti Démocratique Dahoméen (PDD). Tous ces regroupements politiques partageaient pourtant un même objectif essentiel qui était d'unir les Dahoméens d'alors et les encourager au travail. L'histoire montre aussi que l'une des traces laissées par la conservation du pouvoir sur le Bénin, est le laxisme. Il se traduit par l'incapacité de l'Etat à aller jusqu'au bout de certaines de ses initiatives jugées pourtant nécessaires pour le bien du pays.

L'un des cas les plus illustratifs de laxisme se trouve dans l'histoire de l'ère démocratique du Bénin et est relatif à l'attitude des différents gouvernements face au projet de réforme de l'administration territoriale depuis KEREKOU II. En effet, la loi N°97-028 du 15 janvier 1999 portant organisation de l'administration territoriale de la République du Bénin, en son article 6 stipule : « Le territoire national est découpé en douze (12) départements »³⁵. Techniquement, rien ne justifie la non concrétisation jusqu'à présent de cette loi si ce n'est la volonté de préserver l'électorat national. Ainsi, face au rejet et de façon arbitraire, des critères de détermination des chefs-lieux des départements par les populations de certaines localités, les deux gouvernements de KEREKOU II n'ont pu aller jusqu'au bout de cette réforme. Nous constatons les mêmes velléités aujourd'hui sous le régime du changement de YAYI Boni où il a été porté à vingt-neuf (29) le nombre de départements en

³⁵ Recueil des Lois sur la décentralisation, ministère de l'Intérieur, de la sécurité publique et de la décentralisation, Cotonou, Mai 2001.

République du Bénin. Mais, les mêmes causes produisant les mêmes effets, ce nouveau découpage ne fait pas encore l'objet d'une loi et ne sera concrétisé que difficilement en raison des calculs politiques liés à la conservation du pouvoir.

Cependant, l'histoire nous oblige à faire remarquer ici que parmi les chefs d'Etat béninois, ZINSOU apparaît comme celui qui a été moins laxiste pour avoir osé afficher une réelle volonté d'aller jusqu'au bout de ses convictions en ne tenant pas compte de ce que cela pouvait lui coûter son pouvoir. Ainsi en 1968, alors qu'il venait d'être porté à la tête du pays par les militaires, il refusa que ses actions soient influencées par ces derniers. Contrairement à ses prédécesseurs, il fit preuve d'un antimilitarisme convaincu en manifestant une entière liberté vis-à-vis d'eux. Par ailleurs, si les différents gouvernements, depuis Christophe SOGLO, procédaient déjà à des abattements de salaires (10 à 25 %) et à des majorations d'impôts, c'est sous le Président ZINSOU que le paiement de l'impôt par capitation, parce qu'il était nécessaire pour le redressement économique du pays, était devenu si obligatoire que le slogan en vogue était : "ZINSOU Takwè" (l'impôt de ZINSOU). Le Président ZINSOU a pu prouver ainsi qu'il était partisan d'un nouvel ordre politique qui avait pour nom la rigueur et qui lui imposait d'être responsable à tous points de vue face au salut du peuple.

Malheureusement, cet exemple a été mal perçu, une fois encore les intrigues et les manœuvres étaient toujours présentes pour tout défaire et le Bénin n'est pas forcément mieux organisé aujourd'hui. Le clientélisme politique est de plus en plus grandissant ; ce qui n'est pas sans conséquences néfastes sur la préservation des valeurs en politique.

B- Le relâchement des mœurs en politique

C'est la conservation du pouvoir qui est également à la base du relâchement des mœurs en politique au Bénin parce qu'il rend nos chefs d'Etat vulnérables aux chantages et aux mensonges politiques. Il en résulte le plus souvent un manque d'objectivité et un laxisme au sommet de l'Etat qui favorisent le développement des contre-valeurs en présence desquelles aucune vision ne saurait prospérer. De ce fait, c'est sans surprise que parmi les cadres et intellectuels appelés à aider nos présidents de la République, nombreux sont ceux qui nourrissent de manière pernicieuse, des ambitions contraires aux leurs. Cette catégorie d'acteurs politiques qu'on peut qualifier à juste titre de faux collaborateurs, sont souvent auteurs d'actes ou d'agissements qui sont en parfaite incohérence avec les aspirations de l'opinion publique et donc de la vision du chef de l'Etat. Sévérin ADJOVI souligne ici comment l'échec du marxisme-léninisme est imputable à l'inconduite de l'entourage du Président KEREKOU. Il écrit en effet que « *comme tous les régimes militaires, le régime révolutionnaire du PRPB était fragilisé à partir du moment où les erreurs de l'un quelconque des protagonistes du système se répercutait de façon irréversible sur toutes les autres couches, qu'elles soient à la périphérie ou au cœur du système, y compris le Chef suprême. La preuve en est que c'est tout le système qui s'est écroulé en 1989 et non un pan.* »³⁶

Ainsi donc, l'incohérence des actions de la part de l'entourage du Chef en matière de gestion des affaires publiques se révèle toujours fatale pour la vision autour de laquelle les uns et les autres ont accepté de se mettre ensemble. Mais, c'est aussi vrai que cela n'arriverait pas si souvent

³⁶ Sévérin ADJOVI, *Op. Cit.* p. 23.

les chefs d'Etat eux-mêmes ne manquaient pas de vigilance, sans doute, en raison de la peur qu'ils éprouvent de perdre le pouvoir.

La réalisation d'un idéal politique n'est possible que si cet idéal est porté par une équipe plus ou moins homogène, partageant à peu près la même vision. Malheureusement, en Afrique en général et au Bénin en particulier, il existe une réelle difficulté à situer les responsabilités quant aux cas de mauvaise gouvernance politique ; tout simplement parce que la fraude est partout. La fraude selon les termes du Robert, est « l'acte de mauvaise foi accompli en contrevenance à la loi ou aux règlements et nuisant aux droits d'autrui la tromperie sur la, nature, l'origine, la qualité ou la quantité des marchandises. » Mauvaise foi, tromperie, actes délibérés de gens qui savent et qui inversent les valeurs reçues de la société.

Du fait de la conservation du pouvoir, la politique hier et aujourd'hui au Bénin, a entretenu des rapports de mauvaise foi avec la morale. Par morale, nous entendons l'ensemble des règles de conduite et des valeurs fondamentales qui, dans une société, déterminent les comportements à adopter ou au contraire à éviter compte tenu de ce que l'on considère comme désirable pour l'individu ou le groupe. La morale est donc ce qui concerne le bien en général et le bien public en particulier. On pourrait croire que le but de la politique est d'assurer le bien public. En ce sens, si son but n'est pas la morale, il est au moins moral. La politique permettrait de faire régner un ordre social conforme aux principes de la morale ; ce qui implique que le politicien lui-même, dans son action, devrait se conformer à ces principes afin de pouvoir participer à la prise en charge du destin global de notre commune patrie. Cette prétention est très loin de la réalité, eu égard à ce qui a été toujours la norme sur le plan de la gestion politique où les principes moraux valent

certainement moins que tous autres principes contraires mais inavoués. C'est cette réalité qui se lit d'ailleurs à travers le résumé que fait ici Adrien AHANHANZO GLELE, de l'échec du développement de notre pays depuis l'indépendance. Il écrit en effet :

« Voilà 46 ans que le Bénin est indépendant : On dit qu'il a accédé à la souveraineté internationale. Cela veut dire que dorénavant, il dispose de toutes les prérogatives pour gérer son destin.

Les garçons et filles nés il y a 46 ans sont déjà grands- pères ou grands- mères, mais le Bénin, lui, en est encore au biberon dans son destin. Il a été commode bien souvent d'accuser les autres de tous nos maux : l'impérialisme, le Blanc, la Banque Mondiale, et que sais- je encore ? En fait, nous sommes nous- mêmes les vrais responsables des malheurs et des misères de nos pays, de nos Etats, de nos populations. Nos stupidités, nos cupidités, nos indignités, nos misères morales, intellectuelles, ont conduit nos nations et l'Afrique tout entière dans un non-développement intégral. »³⁷

Aujourd'hui il existe encore des signes qui ne trompent pas. Le Bénin n'est pas prêt à rompre avec le non-développement ; car diriger, c'est paraître et apparaître. Les moyens de communication, de plus en plus sophistiqués, permettent de satisfaire cette volonté d'être partout et en tout lieu. La tendance de se prendre pour le centre de tout s'installe. Ce sentiment est d'ailleurs fortifié par un travail psychologique permanent sur le peuple. Ainsi, sur la base des promesses d'un épanouissement rapide et subit, les populations sont mises en défilés de militants et de sympathisants pour célébrer la victoire du chef de l'Etat. Le populisme grandissant, au style pompeux et tapageur ainsi que le culte assuré par des flatteurs à travers des fastes innombrables, produisent lentement mais sûrement les germes du totalitarisme dans les esprits. Outre la gestion de

³⁷ Adrien AHANHANZO GLELE, *Art.Cit.* p. 349.

l'appareil d'Etat et des biens publics qui ne rassure pas, un mal ronge continuellement et dangereusement le pays : la faillite des acteurs politiques. Nouveaux ou anciens, tenants du pouvoir et opposants se montrent habiles dans les manœuvres politiciennes, mais sont incapables de se mettre ensemble pour rebâtir. La cohésion et le respect mutuel sont absents, tandis que prospèrent les intrigues, les trahisons et complots. De nos jours, la cruauté de la vie politique réside dans le manque de confiance entre les acteurs politiques. Toutes choses qui bloquent une réelle émergence des valeurs positives en politique.

Seulement, ce non- développement ne doit pas être une fatalité. L'Afrique et le Bénin doivent s'en sortir et pour cela il faut faire un effort de lucidité quand il s'agit de la gestion politique.

Troisième partie :
DIFFICILE MARCHÉ VERS UNE GESTION POLITIQUE
EFFICACE

Chapitre V :
LE DESENCHANTEMENT

A- Le paradoxe de l'homme nouveau

L'homme est à la fois la cause et la solution à toutes les difficultés qui se posent à lui. Il faut que le Bénin puisse un jour poser les bases d'une gestion politique satisfaisante. Cependant, une chose est sûre : le chemin qui mène à la bonne gouvernance des affaires publiques dans notre pays est encore long et difficile, parce que parsemé d'illusions. Ainsi, le premier combat à mener ici consiste-t-il à extirper de l'inconscient collectif béninois l'idée de la possibilité d'un messianisme politique.

En effet, le Bénin est l'un des pays au monde où les citoyens sont à la quête d'un président de la République dont la présence à la tête de l'Etat suffirait pour régler tous les problèmes. C'est ce qui explique encore aujourd'hui que les populations soient fortement instrumentalisées à travers différentes manifestations populaires, aux fins de voiler la réalité sur leurs propres misères. Ce phénomène est d'autant plus inquiétant que les mêmes types de manifestations n'ont pas pu assurer la réussite de la vision tracée par le discours-programme pendant la Révolution et ont mis le Président KEREKOU devant le fait accompli en 1989. Il n'est pas nécessaire de chercher à ressembler à ce qui n'est pas un exemple et qui par ailleurs est réputé pour activer la tendance à la conservation du pouvoir; cet ennemi de la bonne gouvernance.

Il faut donc que les citoyens béninois se fassent une raison ; car, du fait de la conservation du pouvoir, aucun homme ne saurait être nouveau dès lors qu'il a l'intention d'accéder au pouvoir politique. Faute de quoi, ils feront toujours leur propre malheur en refusant de se prendre en charge et en attendant un sauveur qui n'est que le produit de leur imagination. En

paraphrasant Machiavel,³⁸ il est juste de dire que ceux qui veulent les bonnes grâces du peuple ont coutume de lui offrir ce qu'ils possèdent de plus rare ou ce qu'ils croient être plus de son goût. Seulement, ce que les citoyens béninois devraient avoir compris est que, ce qu'un candidat à l'élection présidentielle possède de plus rare, ce sont les moyens et le courage nécessaires pour satisfaire immédiatement toutes leurs attentes et faire face efficacement aux mensonges et chantages politiques ; ce qu'il peut offrir et qui est du goût du peuple, c'est un discours qui force l'adhésion. Car, non seulement il a souvent une bonne connaissance des problèmes de la nation, il sait surtout, comme Machiavel le dit au chapitre XVIII du *Prince*, que « *les hommes sont si simples et obéissent si bien aux nécessités présentes, que celui qui trompe trouvera toujours quelqu'un qui se laissera tromper.* »

Au Bénin, les plus grandes déceptions qu'a connues le peuple du fait de l'échec des gouvernements, viennent de ce que les citoyens, entraînés par la masse des intellectuels, se méprennent sur la nature de la politique. Ils ont souvent cru à l'avènement d'hommes nouveaux capables de gérer spontanément le pays d'une manière totalement désintéressée. Mais cet idéalisme platonicien en œuvre dans la communauté béninoise n'a jamais pu transformer la nature de la politique qui est au contraire le lieu par excellence, des incertitudes. A ce propos, Julien Freund attire l'attention des profanes en ces termes :

« Il est de bonne ruse de la part d'un candidat au pouvoir de se présenter comme un homme non politique uniquement soucieux du service et du salut du pays, mais que penser de ceux qui croient sincèrement qu'une fois parvenus au pouvoir ils ne feront pas de politique, qu'ils prendront leurs distances à l'égard des

³⁸ Nicolas Machiavel, *Op. Cit.* Dédicace, p.19.

manœuvres, des intrigues, des tractations et d'autres équivoques ? Désirer le pouvoir, l'exercer, c'est faire de la politique, au sens péjoratif et laudatif du mot, et tous les sophismes et arguties ne modifieront jamais cette situation de fait. Il n'a jamais existé, il n'existera pas de politique absolument pure, absolument droite, absolument désintéressée à côté d'une autre qui serait irrémédiablement corrompue, malhonnête et déplorable. »³⁹

C'est dire que la politique est toujours un paradoxe ; aussi est-il nécessaire qu'il y ait plus de réalisme dans la manière de considérer les hommes politiques.

Il s'agit de nous démarquer de l'idéalisme politique pur et simple afin de mesurer les efforts à consentir individuellement et collectivement, pour arriver lentement mais sûrement à une gestion politique de développement. Cela n'est possible que si chacun comprend que le pays lui appartient aussi et qu'il est forcément responsable de son émergence

Malheureusement, l'opinion générale béninoise considère la politique comme le seul moyen de parvenir dans la vie. Il est même fort probable que n'importe quel parent le pense, n'importe quel paysan le pense, n'importe quel ouvrier le pense et même n'importe quel fonctionnaire à tous les niveaux et n'importe quel jeune le pensent. Or, la manne nationale est forcément limitée ; alors chacun continue par sa naïveté, son indignité et sa mauvaise foi à entretenir l'illusion refusant ainsi de voir à temps ce qui ne va pas et surtout le reconnaître.

B- L'illusion d'un espace politique homogène

L'illusion la plus dangereuse à surmonter, parce que touchant directement au bon fonctionnement de l'appareil d'Etat, est le mirage

³⁹ Julien Freund, Op. Cita. P. 18.

d'un espace politique homogène. Il s'agit ici de ce désir, pourtant légitime, des chefs d'Etat, de parvenir, au-delà d'une majorité présidentielle, à neutraliser toute opposition politique au niveau du Parlement et même au sein des populations.

En effet, toute action politique vise à instaurer un certain ordre social, qu'il soit démocratique ou totalitaire. Cet ordre s'exprime le plus souvent dans une doctrine théorique et un programme pratique ; et réussir en un premier sens en politique, c'est réaliser cet idéal, appliquer ce programme.

Mais pour cela, il faut être en position de prendre les décisions qui s'imposent, donc il faut avoir réussi en un deuxième sens, c'est-à-dire qu'il faut avoir conquis le pouvoir. Dès lors, réussir en politique, c'est aussi s'imposer en obtenant le pouvoir et en le conservant ; Il ne peut donc pas avoir de réussite au sens premier s'il n'y a pas de réussite au deuxième sens. C'est en cela que nous légitimons ici cette tendance de nos présidents de la République à rechercher une majorité confortable.

Cependant, nous pensons sincèrement qu'il est tout à fait impossible et n'est même pas souhaitable, d'obtenir un espace politique homogène où l'on évoluerait sans faire face à aucune résistance, vu la nature propre de la politique et surtout de la sphère politique béninoise où les gens ne se laissent mobiliser que sur la base des intérêts essentiellement égoïstes. C'est pourquoi, il faut que de plus en plus nos chefs d'Etat soient plus réalistes en cherchant à convaincre par des actions concrètes, car à l'heure du bilan, il n'y aura pas meilleur médiateur entre eux et le peuple si ce n'est la preuve qu'ils n'ont pas privilégié la politique politicienne et qu'ils sont toujours restés collés aux aspirations de l'opinion publique. D'ailleurs, la recherche de l'homogénéité de l'espace politique n'a toujours été qu'un comportement

relevant de la conservation du pouvoir qui n'a jamais favorisé la mise en œuvre effective des réformes annoncées. Ainsi, l'hégémonie du PRPB a conduit à l'échec du marxisme-léninisme ; la volonté de la RB de rebâtir l'unité nationale à travers un parti présidentiel a engendré des frustrations ; la constitution de l'UBF (union pour le Bénin du futur) n'a pas empêché le peuple désormais mûr de balayer d'un revers de main, une classe politique dont il en avait certainement assez en 2006. Il en résulte que la tentative hégémonique de la FCBE est un risque de compromettre la vision du régime ; car ce sera forcément un groupement hétérogène d'hommes qui, sous une apparence d'homogénéité nourrissent des ambitions inavouées.

En reconnaissant le caractère naturel de la conservation du pouvoir le réalisme nous oblige aussi à voir tout le tort qu'il cause au peuple en sacrifiant parfois ses intérêts. C'est pourquoi nous pensons que le pouvoir au Bénin reste encore « *une grande mystique, un grand mystère, qui exerce sur ceux qui en détiennent une parcelle, une fascination qui ouvre la porte à tous les abus, à toutes les dérives. Et puis les gens ont spontanément devant le pouvoir, une attitude et des comportements de vassalité.* »⁴⁰ Aussi, n'est-il pas étonnant d'entendre que désormais tout peut s'acheter même un député ; et que ce serait de cette manière que les groupes parlementaires se font et se défont à l'Assemblée Nationale. Toutes choses qui ne peuvent que favoriser la mauvaise gestion politique, parce que le mal risque de gagner toutes les institutions de l'Etat. Dès lors, aucune lutte contre la corruption ne serait possible ; aucune forme de moralisation de la vie publique ne serait possible ; bref aucune réforme de l'Etat ne serait possible. Cela explique

⁴⁰ Adrien AHANHANZO GLELE, *Art. Cit.* p. 342.

sans doute pourquoi l'on assiste de plus en plus à une ruine des valeurs. Il faut donc agir afin que la politique puisse jouer son vrai rôle, celui de servir l'Etat.

Chapitre VI :
VERS UNE SOLUTION MACHIAVELISTE

A- le présupposé machiavélien ou le fondement d'une morale politique réaliste

L'évocation du nom de Machiavel suscite généralement dans les esprits, l'idée de cruauté et d'autoritarisme. On l'accuse souvent de cautionner les actes immoraux du Prince. Il n'en est rien : il constate les effets de la peur sur les sujets, rien de plus. Si ces recettes de la cruauté ont un effet, on peut remarquer dans *Le Prince* cette évidence que le meilleur moyen de durer au pouvoir, est d'avoir le peuple avec soi. Tous les autres moyens sont des palliatifs. C'est pour cela qu'il est nécessaire de revenir ici sur le présupposé fondamental du machiavélisme afin de rendre compte de son caractère humaniste.

En effet, le réalisme politique de Machiavel se fonde sur une philosophie pessimiste de l'homme qui ne souffre d'aucune équivoque : pour fonder un Etat et lui donner des lois, il faut supposer d'avance les hommes mauvais. Pour pratiquer une politique efficace, le Prince doit partir du présupposé que les hommes sont «ingrats, changeants, dissimulés » et prêts à déployer cette méchanceté dès que l'occasion s'en présente. S'ils étaient raisonnables, il serait possible de ne gouverner que par les lois. C'est parce qu'ils ne le sont pas que le Prince est contraint à utiliser la ruse, la duplicité et même la violence. La connaissance de l'homme est donc un atout indispensable car connaître les ressorts de la psychologie humaine, c'est se donner l'assurance de pouvoir plier les hommes aux lois sans lesquelles il n'est pas de vie sociale.

Mais le respect des lois par les hommes ne va pas de soi. Machiavel propose alors de mettre en œuvre un ensemble de techniques inspirées par les leçons de l'histoire au service du pouvoir d'Etat. Ce sont ces conseils purement pragmatiques et qui semblent n'être soumis à aucune règle

morale que l'on a qualifiés de machiavéliques. Le Prince ne doit jamais croire aux sentiments de fidélité et d'amour désintéressés de ses sujets et la crainte qu'il doit inspirer est le meilleur garant de leur dépendance, donc de la sécurité du pouvoir. Dans cette perspective, il ne doit se laisser arrêter par aucune considération de justice ou d'injustice, d'humanité ou de cruauté, de honte ou de gloire. Précisons que ces pratiques désignent des moyens extraordinaires auxquels on a recours lorsque l'existence ou la survie de l'Etat sont en jeu. Aux yeux de Machiavel, elles ne sont pas valables absolument et, en particulier, lorsque règne la loi dans un Etat stable.

Il est donc évident que la cruauté ou la violence de l'Etat préconisée par Machiavel n'est appliquée qu'en vue de résoudre une crise, et par conséquent, qu'en vue de protéger l'intérêt général. Pour lui, la morale en politique ne doit pas laisser aux sujets, le choix de se conformer ou non aux lois établies et de remplir leurs obligations de bon gré, avec amour et respect. Pour cela, l'homme politique doit posséder des qualités contradictoires. Ainsi, dans les chapitres XVI à XVIII, du *Prince*, l'homme politique idéal est celui qui est capable de se modeler lui-même afin de modeler les occasions ; à travers les chapitres XIX à XXI, il doit toujours se rappeler l'importance du peuple ; enfin, les chapitres XXII à XXIV précisent que l'homme politique idéal doit jouer sur l'image sans s'enfermer dans l'image ; car, s'il est facile de jouer l'apparence, il est plus difficile d'apprendre à ne pas être le jouet de l'apparence. En fait, l'homme politique entouré de flatteurs, d'une multitude d'individus ayant intérêt à le tromper, le détournent progressivement de la réalité pour le mener à sa perte.

On peut remarquer facilement ici que la gestion politique béninoise souffre beaucoup, à force de vouloir négliger l'anthropologie pessimiste

de Machiavel. L'Etat fonctionne comme si les hommes allaient, un jour, renoncer d'eux-mêmes à leurs mauvaises pratiques. Les béninois sont habitués de fait à l'impunité en l'occurrence depuis l'avènement de la démocratie. Cette impunité favorise la commission d'infractions et crée une situation d'iniquité qui compromet progressivement le développement du pays. L'un des exemples les plus parlants concerne les échecs sur le terrain de la moralisation de la vie publique. Ayant compris que nombreux sont les cadres béninois qui pillent le pays, le Président KEREKOU, après 1996, a fait créer au niveau de la Présidence de la République et directement sous son contrôle, la Cellule de la moralisation de la vie publique. L'objectif unique de cette institution était de poursuivre jusque dans leurs derniers retranchements tous ceux qui puisent sans vergogne dans les caisses de l'Etat des sommes faramineuses. Mais rien ne témoigne jusqu'à présent d'un résultat conséquent de la part de cette cellule. De façon concrète, aucun individu n'a répondu de ses délits ou crimes politiques et /ou économiques devant les instances autorisées. Malheureusement, le même manque de réalisme se poursuit sous le Président Boni YAYI avec l'Inspection générale d'Etat qui accumule les dossiers sur des cas de malversation sans aucune suite.

Par ailleurs, le souci pour Machiavel de déterminer les conditions d'une action politique efficace l'a conduit à la définition de la « vertu » et de la « fortune ».

Ainsi pour lui, les actions des hommes dépendent de la "fortune" et de la "vertu". La "fortune", dans la philosophie politique de Machiavel, désigne une force non humaine ; la chance, bonne ou mauvaise, qui intervient dans les affaires humaines. C'est une nécessité extérieure à laquelle il faut généralement répondre dans l'urgence. Cela illustre la part d'imprévisible avec laquelle les acteurs politiques doivent composer.

Aussi, l'action politique ne saurait se ramener uniquement à l'imposition d'une volonté, même la plus déterminée ; les intentions ne suffisent pas et l'action politique suppose donc quelque chose de plus que la volonté.

Quant à la "vertu", elle désigne la ruse, la résolution, la sagacité. C'est la qualité humaine de résistance ou de non résistance face à l'événement. Par la théorie de la "fortune" et de la "vertu", Machiavel s'oppose au fatalisme. Aussi, au début du chapitre xxv du *Prince*, il admet la "fortune" mais ne peut toutefois pas admettre par la suite que notre liberté soit réduite à rien. Ainsi, dit-il « *qu'il est vrai que la fortune est l'arbitre de la moitié de nos actions, mais qu'également elle nous en laisse gouverner à nous l'autre moitié* ». ⁴¹

Par ailleurs, Machiavel ne s'intéresse pas aux souverains héréditaires, mais aux hommes qui, de simples particuliers, s'élèvent au rang de Prince, et doivent, pour réussir politiquement, réunir en eux la "fortune" et la "vertu".

Le but de notre quête à travers l'univers de la pensée machiavélique n'est pas celui d'y trouver une panacée politique. Une telle prétention serait doublement illusoire face à la dimension finie de l'ouvrage humain et face à l'évolution vertigineuse que connaît le monde actuel. *Le Prince*, reste un des livres les plus importants de la pensée politique moderne et il est nécessaire de se tourner vers cet ouvrage afin notamment, d'y trouver les moyens de limiter les illusions d'une morale naturelle en politique. Machiavel y énonce parfois sur la politique des jugements si moralement inacceptables que le terme de « machiavélisme » a été forgé pour les qualifier et les récuser. Il est

⁴¹ Nicolas Machiavel, *Op. Cit.* p. 40.

cependant nécessaire de constater que la pensée de Machiavel n'est pas ce à quoi on la réduit parfois.

Elle n'est pas un pur pragmatisme, à savoir une pensée dont l'intérêt ne réside que dans des considérations d'ordre utilitaire, qui dit comment prendre et conserver le pouvoir. Certes, la dimension stratégique est bien présente dans la pensée de l'auteur comme cela apparaît si clairement dans les trois derniers chapitres et surtout le XXVI^e et dernier : exhortation à prendre l'Italie et la délivrer des barbares. Au-delà des suggestions et moyens pragmatiques dont certains sont répugnants, la, politique telle que Machiavel la présente se développe dans l'histoire mondiale, où, il est question de penser les conditions de la prospérité politique des nations et non de susciter un cycle infernal des intrigues au sein des gouvernements. La politique est pour Machiavel l'action humaine la plus grave sur laquelle repose le destin d'un peuple. C'est pourquoi, l'une des préoccupations majeures a été la définition de la "vertu".

En effet, dans un monde dominé par le hasard que Machiavel nomme la "fortune", il convient de repenser les normes du comportement politique valeureux, efficace, afin de fournir un modèle de comportement aux responsables politiques. Il faudrait donc prendre garde à la portée morale des arguments machiavéliens sous la double condition du réalisme pragmatique : voir les choses telles qu'elles sont et agir efficacement. Dès lors, on voit surgir une nouvelle norme morale dans les pages les plus sombres de l'ouvrage de Machiavel. Sa leçon est que la défense de la patrie implique que l'attitude politique elle-même se pense comme étant indépendante de la morale traditionnelle. Il nous avertit que l'efficacité politique consiste à savoir parfois s'écarter des règles morales habituelles, sans pour autant se dégager complètement d'une idée qui se confond à

l'idéal patriotique ; d'où la possibilité de s'inspirer de la philosophie politique machiavélienne pour arriver à bout des dysfonctionnements dans la gouvernance politique au Bénin. Nous nous pencherons notamment sur la nécessité qu'il y a pour tout chef d'Etat béninois de pratiquer objectivement « la bête et l'homme » dans la gestion des affaires de l'Etat, eu égard à la déliquescence de plus en plus inquiétante des valeurs.

B- La solution anti-fatalité

La qualité de la gestion politique au Bénin laisse encore le peuple sur sa soif. Mais nous devons absolument nous donner des raisons d'espérer un avenir meilleur. Le Bénin a d'ailleurs donné, à travers la tenue et la réussite de la Conférence nationale des forces vives de la nation, la preuve qu'il peut résoudre ses problèmes et sortir véritablement de l'auberge. Cela appelle sans doute une prise de responsabilité collective ; mais nous ne pouvons y parvenir réellement que si nous y sommes conduits par un « maître » qui a la poigne. La solution réside désormais du côté de nos chefs d'Etat qui doivent être de moins en moins réceptifs aux mensonges et aux chantages politiques afin d'accélérer notre marche vers l'émergence. Il s'agit concrètement pour eux d'adopter des comportements propres à briser les obstacles à la concrétisation de leur vision. Pour ce faire, ils ne doivent pas oublier qu'ils sont sur la scène politique et qu'ils vivent par conséquent le tragique d'un combat doublement nourri et par la raison et les passions égoïstes qui n'aident pas souvent l'homme à s'émanciper pour aller de l'avant. C'est pour cela que la solution qui s'impose ici est une solution machiavélienne et consiste,

pour nos princes qui comptent réussir politiquement, à user de l' « homme et de la bête ».

En effet, le chapitre XVIII du *Prince* s'occupe de la fidélité à la parole donnée. On retrouve ici le problème des rapports entre morale et politique. D'autres questions vont être avancées, notamment la « raison d'Etat » qui invoque l'intérêt supérieur de l'Etat pour justifier une action contraire aux règles de droit habituelles ou aux règles morales reconnues.

L'auteur part du constat selon lequel il y a un écart entre les idées et les faits en politique, écart qui se vérifie en particulier vis-à-vis du problème de la fidélité à la parole donnée. On retrouve donc la perspective de Machiavel : non l'idéalisme mais le réalisme politique. Ce qui compte c'est l'efficacité politique, valeur suprême. Machiavel est persuadé qu'un bon gouverneur doit « *savoir bien user de la bête et de l'homme.* »⁴² Lorsqu'on pratique l'homme dans la gestion de l'Etat, cela renvoie à l'application des lois, à gouverner selon les prescriptions légales. Tandis que l'usage de la bête fait tantôt allusion à la force tantôt à la ruse. C'est que pour être efficace, le pouvoir doit tenir compte de ce que sont les hommes qui en sont les sujets, c'est-à-dire, d'abord, des êtres qui ont quelque chose de spécifique : l'aptitude à respecter un ordre légal et à avoir des sentiments moraux ; ensuite, des êtres passionnels qui n'obéissent qu'à la force. Machiavel ajoute que la tradition philosophique n'ignorait pas ce précepte. C'est ce qui donne à entendre : « *Ce point a été enseigné aux princes à mots couverts par les écrivains anciens, qui écrivaient comment Achille et bien d'autres princes de l'Antiquité furent confiés à l'éducation du centaure Chiron, afin qu'il les garde sous sa direction. Ce qui ne signifie rien d'autre, d'avoir pour précepteur un être mi-bête mi-homme, sinon qu'un*

⁴² Nicolas Machiavel, *Op. Cit.* p. 88.

prince sache user de l'une et de l'autre nature. »⁴³Ce qui suggère que l'idéalisme politique de la tradition philosophique n'était qu'une façade. L'intuition du meilleur usage de la bête se donne au regard de ces deux animaux : le lion et le renard. Il semble que l'homme politique doit beaucoup apprendre de ces deux bêtes. Si le lion peut se défendre contre le loup, le renard, quant à lui, est capable de reconnaître les pièges qui lui sont tendus et qui peuvent faire de lui la proie de son ennemi. Si l'association du prince au lion ne choque pas tellement, car communément le lion, appelé le roi de la forêt, symbolise la force, l'autorité, cependant, l'association du prince au renard reste convenue et symbolise la ruse, la tournure d'esprit qui est moralement ambiguë. Mais le recours à la ruse se justifie par un double constat relatif à la nature humaine : la méchanceté des hommes, leur caractère passionnel. Le prince n'a pas à compter sur la loyauté de ses sujets. A lui de prendre des précautions à cet égard, et il n'a pas à attendre d'avoir été trompé pour tromper. Ensuite, ce sont la crédulité et la naïveté des hommes, qui donnent toute son efficacité à la ruse du prince.

Un bref récapitulatif montre bien que dans le contexte béninois l'usage de la « bête » et de l' « homme » constitue un atout majeur pour un chef d'Etat qui veut parvenir à réaliser sa vision. D'abord, grâce à l' « homme », il veillera avec rigueur à l'application des lois dans la lettre et dans l'esprit en limitant ainsi les effets pervers de la manifestation de « l'instinct de conservation du pouvoir », à savoir le laxisme et tous ses corollaires. Ensuite, par le « lion », il assurera l'effectivité de son autorité, renforçant par là-même celle de l'Etat tout entier ; enfin, grâce au « renard », il échappera aux pièges qui lui sont tendus par la dualité

⁴³ Ibid.

trompeuse des sujets, aussi bien dans son propre camp que dans le camp adverse. Ainsi il répondra efficacement aux attentes de l'opinion publique en menant jusqu'au bout toutes ses réformes, et conservera aussi longtemps que possible le pouvoir ; car il se fera aimé non pas de son entourage immédiat et infidèle, mais du peuple tout entier.

Il s'agit plus exactement pour nos chefs d'Etat d'avoir une réelle autorité jointe à l'audace dans la réalisation de leurs objectifs. Dans cette perspective, n'a d'autorité que celui qui n'hésite pas à contraindre en intimidant par la force et par le prestige. Machiavel insiste sur ces points. Le Prince ne peut commander que si les hommes le redoutent. Il ne doit pas hésiter à frapper fort. Cette solution machiavéliste a prouvé son efficacité dans le redressement moral des communautés politiques en Afrique et dans le monde.

Ainsi en 1979 au Ghana, Jerry John Rawlings, exaspéré par la mauvaise gestion qui plongeait le pays dans une misère généralisée, confia à ses amis de l'armée de l'air ce qui suit : « *Ceux qui ont pillé le pays ne peuvent pas se tirer comme cela, en héros, et continuer ensuite à tirer les ficelles. Il ne peut y avoir de changement véritable dans ce pays sans purification. Il nous faut agir, et vite. Il faut une action vigoureuse, drastique, radicale pour purger le pays. Il faut punir les criminels d'Etat qui nous ont réduits à cette situation d'indignité.* »⁴⁴. Jerry John Rawlings refusait ainsi de croire à la bonne foi des politiciens professionnels qui promettaient apporter le bonheur au Ghana par l'instauration de la démocratie. Il n'avait plus foi que Dieu viendrait sauver les Ghanéens sans qu'eux-mêmes n'aient décidé de prendre en main leur propre destin.

⁴⁴Jerry John Rawlings, cité par Jean-Baptiste Placca, « Jerry Rawlings, accusé accusateur », in *Grands procès de l'Afrique contemporaine*, Paris, Jallivres, 1990, p.179.

C'est alors que, tirant leçon des révolutions en France, aux Etats-Unis, en Grande Bretagne, en Union soviétique, en Chine et en Iran, il décide de mener une action juste et conséquente dans l'intérêt supérieur de la nation, en usant de la « bête ». Après avoir arraché le pouvoir par la force, il fait juger et condamner pour crimes économiques, plusieurs officiers supérieurs. Huit d'entre eux seront exécutés dont trois anciens chefs d'Etat. La purification n'épargne pas les milieux d'affaires : les troupes reçoivent l'ordre de descendre dans les entrepôts secrets et libérer tous les biens de consommation stockés dans le but d'entretenir la pénurie. Après ce qu'il a appelé lui-même le « nettoyage » de la maison Ghana, Jerry John Rawlings laisse se dérouler les élections qui étaient déjà prévues et remet le pouvoir au président élu, D^r Hilla Limann. D'où il gagna l'amour et la confiance des Ghanéens ; car il reviendra au pouvoir continuer l'œuvre entamée. Aujourd'hui, le Ghana est l'un des pays de l'Afrique de l'ouest où il fait bon vivre.

Si l'exemple ghanéen n'est pas forcément transposable au Bénin, on peut néanmoins faire remarquer légitimement que les Béninois ont échoué faute d'usage objectif de l'« homme » et de la « bête » comme moyens de redressement moral des mœurs en politique. C'est parce qu'ils n'ont jamais usé convenablement de ce machiavélisme que, par exemple, aucun gouvernement, depuis 1960, n'a pu poser les bases solides de la moralisation de la vie publique et que le pays devient de plus en plus difficile à gérer.

Personne ne s'est attaqué de manière machiavélique, c'est-à-dire objective, conséquente, et impitoyable à la lutte contre la corruption et à la mauvaise gouvernance économique. Depuis l'indépendance, on s'est souvent contenté des dénonciations et des déclarations de principe. Alors qu'on aurait dû procéder à l'identification, au jugement, à la

condamnation, voire à l'exécution d'un certain nombre de criminels économiques, on s'est toujours comporté officiellement comme si tout allait bien, comme si tout ce qui se passe était d'une moindre gravité. Ainsi, les responsables de l'assèchement des caisses de l'Etat, assèchement qui constitue l'une des principales causes de l'échec du marxisme-léninisme, n'ont jamais été clairement identifiés et sanctionnés à la mesure de la gravité de leurs actes afin de donner l'exemple. Aucun acte de terreur objectivement commis ne révolte au plus haut point un peuple et il faut toujours des réponses énergiques et déterminées lorsqu'il s'agit de la défense des intérêts majeurs de la nation. C'est faute de ce machiavélisme que l'on se plaît à dire « qu'il n'y a pas d'homme nouveau en politique au Bénin ». Car, on tourne souvent en rond et on ramène les mêmes personnes pour la gestion des affaires, ou alors on fait appel à d'autres qui n'ont jamais géré directement mais qui savent et voient que la faute n'est jamais punie au Bénin.

Après les multiples coups d'Etat qui ont occasionné des changements à la tête du pays de 1960 à 1972, les Béninois sont toujours restés sur leur soif attendant en vain des actions concrètes dans le sens de la moralisation effective de la vie publique. La rigueur révolutionnaire elle-même n'a souvent pas été objective et donnait l'impression de ne s'attaquer qu'à ceux qui éprouvaient de la peine à adhérer véritablement aux idéaux du P.R.P.B. Le nombre des éléphants blancs enregistrés à la fin de ce régime indique en tout cas que la gestion de la chose publique a été plus que catastrophique.

De 1990 à 1996, le Président SOGLO n'a véritablement pas tiré leçons des erreurs du P.R.P.B. Nous avons alors eu droit à de nouvelles tractations dans le sens de la pérennisation du pouvoir. Le régime SOGLO n'a pas caché son intention d'acquiescer une assise nationale pour

la R.B. ; mais n'a fait preuve d'aucune capacité réelle à faire en sorte que le pays soit véritablement mieux gouverné.

A partir de 1996, KEREKOU, a semblé enfin comprendre la stratégie à adopter afin que la chose publique soit mieux gérée. Ainsi, il est retenu que chaque nouveau ministre fasse la déclaration de tous ses biens avant son entrée en fonction. Cependant, malgré les rumeurs faisant état de corruption et de détournement du denier public, le principe de la déclaration des biens n'a jamais permis d'identifier et de sanctionner convenablement ceux qui se seraient rendu coupables de tels actes. C'est au cours de ce mandat qu'éclata l'affaire « Amani Tidjani », une affaire de haute corruption dont les auteurs ne seront jamais réellement connus, alors qu'ils auraient mérité un traitement machiavélique. Car, ici, c'est la souveraineté de la nation qui a failli être ébranlée.

Remarquons enfin que le Président Boni YAYI n'a pas pu faire mieux que ses prédécesseurs en matière de moralisation de la vie publique. De « la marche verte » effectuée par le président de la République lui-même, à la création de l'Inspection Générale d'Etat, il n'y a que des velléités et non une véritable volonté à lutter contre la corruption et la mauvaise gouvernance économique. Les actions énergiques et exemplaires se font encore désirer. En tout cas, l'histoire de la gestion politique béninoise montre que le pays n'a pas encore eu le président qu'il faut, vu la gravité des actes à poser pour briser tous les obstacles qui freinent son élan vers l'émergence.

C'est alors sans surprise que le pays va connaître une série de scandales économique-financiers appelés « Affaire... » par les Béninois. Parmi les plus significatives, on peut citer : l'« Affaire BCB » avec le régime du PRPB, l'« Affaire SONAPRA » sous le Président SOGLO entre 1990 et 1995, l'« Affaire des 70 milliards » et celle dite « Amani »

avec le régime de KEREKOU II et l' « Affaire CEN-SAD » sous le régime du changement de Boni YAYI. Malheureusement, la malveillance a fait que les conclusions des différentes enquêtes censées faire la lumière sur ces « Affaires » ne sont pas souvent objectives ; et aucune d'entre elles n'a été gérée de manière à décourager sinon définitivement du moins durablement, les potentiels pilliers de l'argent public.

Pourtant, les auteurs de chacune de ces « Affaires » auraient dû faire objet de traitements sévères qui ont ici le mérite de produire un effet de peur capable de corriger de manière rapide les humains. Ainsi, au chapitre XVII du *Prince* intitulé « *De la cruauté et de la pitié ; et s'il vaut mieux être aimé que craint, ou le contraire* », Machiavel donne l'exemple de César Borgia dont la cruauté avait unifié, ramené en confiance et en paix la Romagne. Par contre, le peuple florentin qui ne voulait pas de cette cruauté, laissa détruire Pistoia. Au Bénin les chefs d'Etat ne peuvent pas fuir encore longtemps ce nom de cruel car, en le fuyant, ils ne feront que différer les problèmes à leur désavantage. Le pays est en effet plein de dangers et le peuple attend impatiemment que les minorités qui compromettent le bonheur de la majorité soient sévèrement punies au moins conformément au droit positif national. Car, juste est la sévérité pour ceux à qui elle est nécessaire et elle restera toujours sainte quand il n'y a plus d'espoir que par elle.

Au Burkina Faso, Thomas SANKARA, à l'instar de Jerry John Rawlings, avait donné un exemple de moralisation de la vie publique. En 1984, afin de lutter contre ceux qu'il appelait « les affameurs du peuple », il créa les Tribunaux populaires de la révolution (TPR). Les débats au cours de chaque procès, étaient retransmis en direct pour permettre à tous ceux qui étaient intéressés de suivre. La série de ces procès avait débuté par la comparution du Général Sangoulé Lamizana, président de la

République de janvier 1966 à novembre 1980, qui aurait détourné près de 500 millions de francs CFA. Les raisons de l'audace et de la détermination de SANKARA se mesurent à travers ces mots, prononcés au début du procès : « *Nous jugeons un homme pour rétablir des millions d'hommes dans leurs droits. Nous sommes, par conséquent, de fervents défenseurs des droits de l'homme et non des droits d'un seul homme. A la morale immorale de la minorité exploiteuse et corrompue, nous opposons la morale révolutionnaire de tout un peuple pour la justice sociale* ». ⁴⁵ Le Bénin a donc beaucoup à apprendre des exemples ghanéen et burkinabé ; car aucun chef d'Etat ne peut bénéficier de l'amour de son peuple s'il ne se montre singulier dans la capacité d'apporter le changement de manière concrète. Cela suppose de l'audace, qui implique se vaincre soi-même ; de l'habileté, de l'honnêteté et de la justice.

Ainsi donc, le président de la République au Bénin doit désormais pratiquer « la bête et l'homme » dans la gestion politique, cela ne veut pas dire qu'il doit être un tyran. Ce que nous voulons dire, c'est, non pas qu'il fera ce qu'il voudra, au gré de son bon vouloir, mais qu'il est un être fragile ayant à s'exercer dans un monde fragile. Un chef de l'Etat est triplement dépendant. Il dépend de la constitution ; il dépend de la société, ou des groupes qui ont favorisé son accès au pouvoir ; enfin des humeurs de chaque classe sociale étant changeantes, il ne faut pas faire dépendre son pouvoir de la satisfaction des attentes immédiates. S'il doit se faire aimer, il doit aussi avant tout se faire craindre, mais dans l'intérêt supérieur de l'Etat. Les vertus politiques ne peuvent donc pas s'aligner sur les vertus privées de l'amitié et de la confiance réciproque sans que l'intérêt général ne soit compromis.

⁴⁵ SANKARA, cité par Sennen Andriamirado, « Justice du peuple chez Sankara », *Op. Cit.* p. 83.

En examinant les causes de la mauvaise gestion politique au Bénin, nous avons pu établir que ces causes n'étaient pas seulement imputables aux chefs d'Etat mais aussi à la masse d'intellectuels et autres, qui les entourent. Mais la mauvaise foi dont font preuve ces derniers trouve toujours son origine dans le laxisme auquel se laissent aller d'une manière ou d'une autre nos chefs d'Etat. En effet, aucun changement réel n'est possible à la base s'il n'est impulsé de manière forte par le sommet. C'est ce qui crève les yeux dans ces propos d'Adrien AHANHANZO GLELE. Justifiant son pessimisme à propos de la volonté de changement affichée par Boni YAYI au début de son mandat, il écrit : *« voilà un gouvernement qui commence à poser d'excellents jalons. Je trouve prématuré de porter quelque jugement sur lui. Je sens seulement une forte détermination dans le gouvernement, et plus particulièrement au niveau du chef de l'Etat à se déconnecter du passé et de faire en sorte que, s'il fait bon vivre dans ce pays, ce soit pour le plus grand nombre possible. Moi j'ai fait dix ans dans un cabinet et je sais à quel point les cabinets ont de l'influence.*

Si les gens qui sont dans le cabinet sont négatifs, il y a problème. Yayi ne sera pas aidé. Malgré lui, il se trouvera dans la même position que Kérékou dont le cabinet était devenu la chose la plus pourrie du pays. »⁴⁶

Le résultat de ce pourrissement n'est pas moins troublant : *« Si vous allez chercher dans les budgets généraux de l'Etat, vous trouverez dans les PIP (Programmes d'Investissement Public) qu'on a prévu deux à trois fois des crédits pour la réhabilitation du palais de la Présidence. Je suis certain que ce fut le cas en 1998 et 2000. Tous ces crédits ont été dépensés et rien n'a été fait. »⁴⁷*

⁴⁶ Adrien Ahanhanzo Glèlè. Art. Cit. 349.

⁴⁷ Ibid.

Cet exemple montre sans complaisance comment la mauvaise gestion politique a été toujours entretenue depuis le sommet de l'Etat. Nous voudrions compter désormais sur la capacité des premiers responsables de notre pays à transformer ces difficultés en des opportunités d'action qui tranchent avec toutes les velléités de réforme auxquelles nous avons eu droit jusqu'à présent, en usant de « la bête et de l'homme ».

CONCLUSION

Au terme de cette analyse, nous pouvons affirmer qu'au Bénin, comme partout ailleurs, la politique constitue un ensemble de décisions qui orientent le destin des hommes et qui, étant au centre des conflits d'intérêts, sont sujettes à des perversions. Et il nous est loisible de constater que, comme les princes de Machiavel, les chefs d'Etat béninois sont tous victimes de la réalité politique. C'est de cette manière qu'il faut comprendre toutes les insuffisances souvent relevées au cours de leur mandat et qui les rendent incapables de répondre aux aspirations du peuple. En effet, à la fin du chapitre XVIII du *Prince*, Machiavel écrit : « *Il faut comprendre qu'un prince, et surtout un nouveau prince, ne peut observer toutes les choses pour lesquelles les hommes sont jugés bons, étant souvent contraint, pour maintenir son pouvoir, d'agir contre sa parole, contre la charité, contre l'humanité, contre la religion. Aussi faut-il qu'il ait un esprit disposé à tourner selon ce que les vents de la fortune et les variations des choses lui commandent.* » Aussi l'un des principaux obstacles qui empêche jusqu'à présent au Bénin de construire son émergence est lié à la nature de l'homme et a pour nom la conservation du pouvoir. Il s'agit d'une réalité humaine qui, de par le caractère spontané qu'elle revêt, développe facilement chez l'individu, une tendance à s'accrocher au pouvoir en compromettant ainsi toutes les réformes de l'Etat. Tout se passe comme si les principes de la gestion politique étaient étrangers à la sphère politique béninoise et qu'ils se trouvent simplement plaqués sur cette sphère sans être traduits en actes. En tout état de cause, la conservation du pouvoir, en créant chez les gouvernants la volonté de puissance, fait de nos chefs d'Etat des êtres essentiellement vulnérables.

Ainsi, la politique a toujours servi de tremplin à une minorité pour parvenir à la réussite personnelle, et les mérites comme le charisme du président de la République sont souvent utilisés à cette fin. L'histoire montre que le chef de l'Etat a été toujours adulé à dessein pour faire baisser sa vigilance pourtant nécessaire pour entreprendre et poursuivre des actions porteuses de changements qualitatifs pour l'ensemble du peuple. D'où les rapports biaisés que le pouvoir politique entretient avec les principes de la bonne gouvernance.

De toute évidence, le passage du statut de l'Etat sous domination coloniale à un Etat indépendant n'est pas allé à son terme au Bénin; il a été interrompu par un grand échec au niveau de la capacité des chefs d'Etat à se conformer aux exigences de la politique qui donnerait la priorité à la réalisation de l'intérêt général. Cet échec s'est perpétué depuis la période post-coloniale jusqu'à nos jours. La séparation des pouvoirs consacrée par la mise en place des institutions de contre-pouvoir avec l'avènement du renouveau démocratique n'a pas pu inscrire la gestion politique dans une plus grande objectivité. Pour l'heure, la conservation du pouvoir relève de la faiblesse humaine, et il n'est pas facile de savoir, parmi ceux qui aspirent à la gestion des affaires publiques, celui qui succombera à cette tentation pour envisager de l'empêcher d'être élu.

Face à la question sur l'impact de la conservation du pouvoir sur la gestion politique, il convient de donner une réponse à deux niveaux. D'abord sur le plan socio-culturel, s'il est vrai que les Africains ont été considérés pendant longtemps comme des sous-hommes qui ne sont pas capables des mêmes exploits que les Blancs, force est de constater que les Noirs ne démeritent pas. D'ailleurs, l'Amérique a élu Barack OBAMA comme son premier président noir. Il en résulte que dans la théorie et au

nom de l'universalité de la condition humaine, toute société peut incarner des dirigeants capables d'exercer le pouvoir tout en restant lucides par rapport à ses objectifs de base, par rapport à l'intérêt général. Le Bénin peut donc avoir un chef d'Etat qui s'intéresse moins au pouvoir pour le pouvoir. Par contre, sur le plan pratique, les valeurs d'intégrité, d'honnêteté, de probité et de loyauté sont difficiles à faire respecter par la masses des collaborateurs d'un président de la République parce que dans l'entourage du chef de l'Etat le plus objectif et le plus politiquement volontaire, pour opérer des changements, on peut s'attendre à faire face à tout moment à des actes de mauvaise foi et de tromperie. Il s'agit des actes délibérés de personnes qui savent et qui renversent les valeurs en quête de l'honneur ou de l'argent facile, au mépris de toutes les valeurs reçues de la société. C'est pourquoi, comme Machiavel le recommande au début du chapitre XIX du *Prince*, un chef d'Etat au Bénin doit « *s'ingénier que l'on perçoive dans ses actions de la grandeur, du courage, de la gravité, de la fermeté* », quand il s'agit d'assurer l'intérêt général.

Mais l'intérêt de cette analyse réside surtout dans la réflexion sur les voies et moyens pour sortir le Bénin de l'emprise de la conservation du pouvoir afin d'assurer l'avènement de gouvernants et de citoyens capables d'agir en vrais patriotes dans le respect des valeurs pour un meilleur fonctionnement de l'Etat et de la démocratie. La constance de cet instinct sous la forme de velléités de réforme de l'Etat ne saurait empêcher la recherche d'une stratégie en tenant compte du contexte réel de l'exercice du pouvoir au Bénin. Historiquement, deux exemples prouvent que le pays peut y parvenir. En 1972, il a su mettre fin à douze ans de coup d'Etat qui lui avaient valu le qualificatif de « l'enfant malade de l'Afrique »; en 1990, le Bénin a pu venir à bout de la dictature ; la

nouvelle constitution permet désormais au peuple de retirer sa confiance à un chef d'Etat qui se montrerait incapable de lui procurer un mieux être.

Il n'est pas possible de mettre fin au phénomène de la conservation du pouvoir. Il est cependant possible d'accroître la responsabilité des gouvernants et des gouvernés dans la construction de notre nation commune. Cela passe d'abord par la prise de conscience et l'acceptation effective du danger que constitue la politique, car en la matière les hommes sont toujours passionnés et avides de sorte que la simple éducation morale et civique ne suffit pas à assurer la cohérence des actions. Les citoyens de bonnes familles, les mieux éduqués, ne peuvent jamais, dans leur majorité, agir bien moralement sans y être contraints d'une manière ou d'une autre. Pour l'heure cette possibilité trouve sa source dans les réflexions machiavéliennes qui sont susceptibles de produire des affects de lucidité et de responsabilité à l'encontre des illusions qui ont cours en politique au Bénin. C'est le chemin le plus sûr d'échapper aussi bien aux illusions d'un pacifisme éthique qu'aux mensonges du bellicisme cynique, pour redonner à la pensée de Machiavel tout son potentiel de philosophie politique critique. L'urgence de la construction du Bénin exige de nous une conversion dans notre manière de voir le monde ; elle invite à la purification du regard pour réapprendre la manière adéquate de répondre aux problèmes auxquels nous sommes confrontés.

Il s'agit plus exactement, pour nos dirigeants, d'éviter deux écueils : celui d'un moralisme naïf, oublieux des enseignements de l'histoire et celui d'un cynisme non moins naïf, oublieux des attentes de l'opinion publique. Pour cela, il faut d'abord comprendre la spécificité de l'action politique. D'abord, sa matière première est la violence : la violence exacerbée par un pouvoir dont la puissance n'a pas

d'équivalent ; et celle, potentielle et toujours menaçante, que provoquerait la montée extrême des conflits. En suite, la politique agit sur des hommes. Or, comme le fait remarquer Machiavel, il faut considérer les hommes en même temps que leurs passions. Par ailleurs, la nature du pouvoir porte à corrompre celui qui l'exerce, et cela, pour des raisons psychologiques liées à l'instinct conservatoire qu'aux mécanismes mêmes du pouvoir, en particulier de sa fragilité et de son instabilité. Enfin, les responsabilités du président de la République sont à l'échelle des décisions qu'il prend : échelle des peuples, échelle des siècles. La complexité des situations politiques rend souvent imprévisibles les conséquences; les meilleures intentions sont parfois désastreuses.

C'est pourquoi on ne peut pas fonder la politique uniquement sur la morale et attendre que la majorité agisse bien spontanément sans un minimum de contrainte extérieure. Cela reviendrait à vouloir changer l'homme de l'intérieur. Pour l'heure, l'usage systématique de « l'homme et de la bête » reste la solution pour opérer les changements réels au plan de la gestion politique.

BIBLIOGRAPHIE

I- Documents consultés

- ADJOVI Sévérin, *Election d'un chef d'Etat en Afrique*, L'Harmattan, Paris, 2003.
- ADJABGA Samson Ayélokoun, *Histoire politique du Bénin : de 1960 à la Conférence Nationale des Forces Vives du 28 Février 1990*, Les Editions Arc-en-ciel Cotonou.
- ADJAGBA Samson Ayélokoun, *Quel président veulent les Béninois à partir de mars 2001 ?* Les Editions Arc-en-ciel, Cotonou.
- AGBOTON Louis Fabien, *Le laquais des coups d'Etat*, les Editions Aziza (HDH), Cotonou, Août 1998.
- AHANHANZO GLELE Adrien, « *Les mécanismes de la fraude électorale et comment les combattre* », in *L'ancien et le nouveau, la production du savoir dans l'Afrique d'aujourd'hui*, (sous la direction de Paulin J. HOUNTONDJI), Centre africain des hautes études, Porto-Novo, 2009.
- AIVO Joël Frédéric, *Le Président de la République en Afrique noire francophone. Genèse et avenir de la fonction*, L'Harmattan, Paris, 2007.
- AKPO Philippe, *Le rôle et les implications des forces armées béninoises dans la vie politique nationale. Témoignage. Ma part de vérité sur les faits les non-dits*, les Editions du Flamboyant, Cotonou, 2002.
- AMOUSSOU Bruno, *Mes 126 propositions pour le Bénin*.
- BARASH Jeffrey-Andrew, *Politiques de l'histoire*, collection Fondements de la politique, PUF, Paris, 2004.
- ARISTOTE, *Les Politiques*, Traduction de P. Pellegrin, 2^{ème} édition revue et corrigée, Flammarion, Paris, 1990.

- CHATELET François, DUHAMEL Olivier, PISIER Evelyne, *Dictionnaire des œuvres politiques*, PUF, Paris, 2001.
- CHATELET François, DUHAMEL Olivier, PISIER Evelyne, *Histoire des idées politiques*, collection Quadrige, PUF, Paris, 2004.
- COUAO-ZOTTI Edgard, « *Du monstre à trois têtes à la Révolution du 26 octobre 1972. Ce qui a chuté le Conseil présidentiel* », in La Nation N°4796 du 03 Cotonou, Août 2009.
- DATONOU K. Dieudonné, *Lettre à deux chefs d'Etat africains, pour une aube nouvelle*, Ruisseaux d'Afrique, Cotonou, 2006.
- FERRY Luc, RENAULT Alain, *Philosophie politique*, collection Quadrige, PUF, Paris, 2007.
- FREUND Julien, *Qu'est-ce que la politique ?* Sirey, Paris, 1965.
- GBADO LALINON Béatrice, *En marche vers la liberté. Prélude du Renouveau démocratique au Bénin*, CNPMS, Cotonou, 1991.
- GBADO LALINON Béatrice, *En marche vers la liberté tome1, Bénin : Passage d'un régime autoritaire à un Etat de droit, Mai 1985 Février 1990*, Ruisseaux d'Afrique, 2^{ème} édition, Cotonou, 1998.
- GBADO LALINON Béatrice, *En marche vers la liberté, tome2, Bénin : la période transitoire*, Ruisseaux d'Afrique, Cotonou, 1996.
- GBEDJINOU Rodrigue, *Le changement : Idéologie ou réalité*, Star Edition, Cotonou, 2008.
- GODIN Francine, *Bénin 1972-1982. La logique de l'Etat africain*, L'Harmattan, Paris, 1986.
- HEGEL, *Principes de la philosophie du droit*, Gallimard, Paris, 1989.
- HOBBS Thomas, *Leviathan*, Gallimard, Paris, 2000.

- KERÉKOU Mathieu, *Aller plus loin 2001-2006*.
- MACHIAVEL Nicolas, *Le Prince*, Texte intégral + Clés de l'œuvre, Traduction de Christian BEC, Bordas, Paris, 1987.
- METINHOUE G. Pierre, *Les gouvernements du Dahomey et du Bénin* (Mai 1957 Février 2005), CNPMS, Cotonou ; 2005.
- NANTET Bernard, BAZENGUISSA Rémy, *L'Afrique: mythes et réalités*, le cherche midi éditeur, Paris, 1995, 225 p.
- NEMO Philippe, *Histoire des politiques aux temps modernes et contemporains*, Collection quadrige, PUF, Paris, 2002.
- PLATON, *La République*, Traduction Robert BACCOU, Garnier-Flammarion, Paris, 1966.
- *Programme d'action du gouvernement*, Imprimerie Tundé, Cotonou, mai 1997.
- RICOEUR Paul, *Histoire et vérité*, Seuil, Paris, 1990.
- ROUSSEAU Jean-Jacques, *Du contrat social*, Flammarion, Paris, 1992.
- SOGLO Nicéphore Dieudonné, *Programme pour un nouveau départ*, 1996.
- STRAUSS Leo, *Etudes de philosophie politique platonicienne*, traduit de l'anglais par Olivier Sedeyn, Introduction de Thomas Pangle, Belin, Paris, 1992.
- STRAUSS Leo, CROPSEY Joseph, *Histoire de la philosophie politique*, Collection Quadrige, PUF, Paris, 1999.
- TOPANOU P. Victor, « La peur du bo' : pratiques occultes et construction de l'Etat de droit », in *L'ancien et le nouveau : La production du savoir dans l'Afrique d'aujourd'hui* (sous la direction de

Paulin J. HOUNTONDJI), Centre africain des hautes études, Porto-Novo, 2009.

- TOUCHARD Jean, *Histoire des idées politiques tome1*, Collection Quadrige, PUF, Paris, 2006.

- YAHMED Béchir Ben, *Grands procès de l'Afrique contemporaine*, Jalivres, Paris, 1998.

- YAHOUEDEHOU Janvier, *Les vraies couleurs du caméléon, le droit de savoir*, Planète Communication, Cotonou, 2002.

- YAHOUEDEHOU Janvier, *Crépuscule d'un dictateur, le droit de savoir*, Planète Communication, Cotonou, 2003.

II- Commentateurs de Machiavel

- AUDIER Serge, *Machiavel, conflit et liberté*, Vrin-EHESS, Paris, 2005.

Françoise Gomez (professeur de lettres supérieures au lycée Victor Hugo, Paris), « Au fil du texte », in *Le Prince*, Texte intégral + Les clés de l'œuvre, Bordas, Paris, 1987.

- Noëlla BARAQUIN (professeur au CNED/préparation au CAPES et à l'agrégation de philosophie, et Jacqueline LAFFITTE (professeur en classes préparatoires au lycée LOUIS-le-Grand), *Dictionnaire des philosophes*, sous la direction de Jacqueline RUSS, Armand Colin/VUEF, Paris, 2002.

- Sylvain Auroux (Docteur en philosophie, Agrégé de l'Université) et Yvonne Weil, *Dictionnaire des auteurs et des thèmes de la philosophie*, Edition revue et augmentée, Hachette Education, Paris, 1991.

TABLE DES MATIÈRES

Dédicace

Remerciements

Sommaire

INTRODUCTION	1
<i>Cadre conceptuel</i> :.....	8
Première partie : Les caractéristiques de la gestion politique au Bénin.....	11
Chapitre I : Le contexte politique de 1960 à 1989.....	12
A -L’effort patriotique post- colonial : 1960 -1972.....	13
B -L’élan réformateur du marxisme-léninisme : 1972 – 1989.....	17
Chapitre II : Le contexte politique de 1989 à nos jours.....	23
A-L’avènement du renouveau démocratique.....	24
B- De l’expérience démocratique de KEREKOU II au régime du changement de YAYI Boni.....	26
Deuxième partie : La conservation du pouvoir au cœur des échecs de l’œuvre de construction nationale.....	32
Chapitre III : Justification théorique et manifestations du phénomène	33
A- Le fondement théorique.....	34

B- Les manifestations de la conservation du pouvoir dans la gestion politique au Bénin.....	39
Chapitre IV : L'impact de la conservation du pouvoir sur le Bénin	46
A- Au plan historique.....	47
Troisième partie : Difficile marche vers une gestion politique efficace.....	55
Chapitre V : Le désenchantement.....	56
A- Le paradoxe de l'homme nouveau.....	57
B -L'illusion d'un espace politique homogène.....	59
Chapitre VI : Vers une solution machiavéliste.....	62
A- Le présupposé machiavélien ou le fondement d'une morale politique réaliste	63
B -La solution anti-fatalité.....	68
CONCLUSION.....	78
BIBLIOGRAPHIE :.....	83